N° 2699
60e année
du 20 avril
au 3 mai 2006
Prix : 3€ (20 F)

L'ACTION FRANÇAISE 2000

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

Notre dossier
IL Y A 150 ANS PHILIPPE PÉTAIN
par
Grégoire DUBOST
Michel FROMENTOUX
le général (c.r.)
Jacques LE GROIGNEC
Philippe PRÉVOST
Pierre PUJO
(pages 7 à 10)

L'ESSENTIEL

Page 2
POLITIQUE FRANÇAISE
– Chronique judiciaire : la montagne, la souris et l'échevin
par Aristide LEUCATE
– Vers un retour aux corporations
par Henri LETIGRE
Pages 4, 5 et 6
POLITIQUE FRANÇAISE
– Inoubliable Algérie
par René PILLORGET
– Italie : bouffonneries démocratiques
par Guy C. MENUSIER
– Belgique : menaces sur la Couronne
par Michel FROMENTOUX
– Pérou : le troisième homme
– Palestine : fermeté européenne
par Pascal NARI
Pages 11 et 12
HISTOIRE
– La fable et la farce
par Jacques Le GROIGNEC
– Les secrets de Lénine,
par Yves LENORMAND
Pages 12 et 13
ARTS-LETTRES-SPECTACLES
– Journée de lecture : Enquête sur la religion des États-Unis
par Pierre LAFARGE
– Au "vert paradis"
par Anne BERNET
Page 14
LES GRANDS TEXTES POLITIQUES
– Les lois de la politique naturelle
par Aristide LEUCATE
Page 16
NOS MAÎTRES
– Henri Vaugeois (1864-1916), fondateur de l'Action française
par Pierre PUJO

LA CRISE DU CPE

La facture est salée !

L'éditorial de Pierre PUJO (page 3)

ON EST SOULAGÉ : PAS DE TRAITÉ AVEC L'ALGÉRIE

Philippe Douste-Blazy s'est rendu à Alger le 9 avril, espérant décider Abdelaziz Bouteflika à conclure le "traité d'amitié" entre la France et l'Algérie qui devait être signé déjà en 2005. Mais le président algérien n'a rien laissé espérer au ministre des Affaires étrangères français qui est reparti en remballant son offre d'un **« partenariat privilégié »**.

Pour justifier son refus, Alger invoque l'adoption de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 qui soulignait **« le rôle positif de la présence française outre-mer »**. Jacques Chirac a fait "déclasser" cet article, mais cela ne suffit pas aux dirigeants algériens qui voudraient un acte de repentance de la France pour ses 132 ans de présence outre-Méditerranée...

Alger invoque aussi la trop grande sévérité des autorités françaises dans la délivrance de visas aux Algériens.

Jacques CEPOY

Suite page 2

On est soulagé : pas de traité avec l'Algérie

Tout cela n'est que prétextes. En réalité M.Bouteflika cherche en ce moment à se concilier les islamistes et il pense réussir en mettant la France en accusation.

L'influence américaine

Il pourrait bien aussi céder aux pressions des Américains désireux de renforcer leur influence en Algérie. Ce ne serait pas contradictoire avec la raison précédente. En arrivant à Washington le 13 avril, M. Bedjaoui, chef de la diplomatie algérienne, a déclaré à propos des relations entre l'Algérie et la France **: « La colonisation a été une longue nuit ».** Les Américains ont été satisfaits de cette pierre jetée dans notre jardin !

Nous ne nous ne plaindrons pas des déboires subis par le traité franco algérien. Tant que le F.L.N sera au pouvoir outre-Méditerranée, la France ne pourra espérer avec l'Algérie aucun traité qui ne soit pas une humiliation.

Jacques CEPOY

LE CRÉNEAU

Textiles chinois

■ ***Après un an de suppression des quotas textiles dans le commerce international et leur rétablissement partiel pour l'Europe en juillet 2005, on peut établir un bilan des importations chinoises en France : elles ont augmenté de 50 %. Le* FIGARO ÉCONOMIE *(10/4/06) se réjouit :*** *« Le consommateur est le grand gagnant. Les prix du textile ont en moyenne diminué de 2,2 % selon l'Institut français de la mode ».*

Notre confrère signale quand même que *« pendant ce temps la filière textile française poursuit sa lente agonie. Les effectifs auraient fondu de 8.000 à 9.000 personnes sur un total de 100.000 salariés. »* ***Et de citer le cas de la société textile S.M.F.S. du Pas-de-Calais qui a été placée en liquidation judiciaire le 7 avril entraînant la suppression de 67 emplois.***

Les victimes des importations chinoises (et indiennes car celles-ci ont aussi beaucoup augmenté), sont aussi l'Italie, la Tunisie et le Maroc.

Les intérêts français face aux importations asiatiques à des prix de dumping ne sont pas défendus par l'Union européenne. Il serait temps que la France prenne des mesures de sauvegarde pour sauver ses emplois. Il est plus important d'assurer du travail aux Français que de procurer des baisses de prix aux consommateurs.

J.C.

Vers un retour aux corporations

par Henri LETIGRE

La crise du régime face à l'impasse du C.P.E est révélatrice des contradictions juridico-économiques dans lesquelles la République a enfermé la France. En 1791, la loi Le Chapelier, votée le 21 juin, supprimait toutes les formes de corporations professionnelles. Le contrat devait remplacer les liens ancestraux, qui unissaient depuis des siècles les apprentis à leur maître dans l'art de leur transmettre le savoir faire d'un métier.

> ***Le dernier mouvement de foule aura été en fin de compte une aubaine pour les dirigeants d'entreprises...***

Deux siècles plus tard, l'insertion professionnelle de la jeunesse, demeure le problème numéro un en France sur le plan économique. L'Éducation nationale a complètement échoué dans sa mission de formation. La grande majorité des enseignants ne cherchant qu'à créer des citoyens orientés à gauche, voire à l'extrême gauche, pour disposer de bataillons de moutons chargés de contester les gouvernements qui ne corespondent pas à leurs orientations politiques. Pour contourner cet obstacle, relayé par les syndicats, plus politiques que professionnels, les gouvernants successifs de la République ont en fait mis fin à l'universalité du contrat, fondement de la doctrine libérale.

Le "droit" républicain

Laurent Fabius en 1984 a inauguré l'ère des contrats au rabais en inventant les "T.U.C". Pour réduire le taux de chômage des jeunes, qui atteignait des niveaux records après la multiplication des erreurs économiques commises par les tenants d'une vision idéologique de la France, il a institué la possibilité d'embaucher, à un salaire réduit, des personnes sans qualification pour une vingtaine d'heures par semaine. Le choix de cette formule a définitivement popularisé la marque de gâteaux d'apéritif, qui servira à arroser de biscuits tous les déplacements de l'éphémère Premier ministre, la C.G.T et le P.C.F, revenus dans l'opposition, dévalisant les rayons des grandes surfaces pour manifester leur rejet de ces contrats. Exit les T.U.C, bonjour les C.E.S (Contrat Emploi Solidarité) et les C.E.C (Contrat Emploi Consolidé). Institués par la gauche ils ne seront pas rejetés alors que le C.I.P d'Édouard Balladur, proposé en 1994, fera l'objet d'un mouvement de foule qui se terminera par la éniéme capitulation d'un gouvernement de droite devant la rue.

"La rue", véritable détentrice, dans notre système républicain du pouvoir qui se masque derrière des élections pour désigner ses élites. l'ouvrage de Danièle Tartakowsky est à cet égard très révélateur sur l'absence de respect des principes de droit prétentieusement institués par le régime républicain (1).

Les contrats passant presque aussi vite que les gouvernements, le nombre de "bacheliers" sans capacité professionnelle se multipliant, mais la crise des accès au monde de l'emploi pour les jeunes persistant, les derniers responsables ministériels ont à leur tour inauguré de nouvelles formules qui dérogent au principe de l'universalité du C.D.I (Contrat à Durée Indéterminée).

Le retour des "maîtres" ?

Ces nouvelles générations de "contrats jeunes" ont en commun de prendre en compte l'inaptitude générale des jeunes à exercer un emploi après des années d'enseignement plus idéologique que professionnel. Le C.I.V.I.S (Contrat d'Insertion à la VIe Sociale), le C.J.E.E (Contrat Jeune En Entreprise) et le C.P (Contrat de Professionnalisation) créent l'obligation pour l'entreprise de désigner un "référent" pour enseigner au jeune les rudiment du métier afin de lui permettre d'être enfin employable. C'est le retour des "maîtres" profesionnels !

La République a fini par faire disparaître ses "hussards", remplacés par des "professeurs des écoles" (même en maternelle !), elle rétablit (très partiellement) les traditions de transmission des métiers entre générations !

Elle va même plus loin puisque ces contrats bénéficient d'encouragements financiers pour inciter les entreprises à recruter des jeunes à partir de ces contrats ... qui dépassent rarement une durée supérieure à deux ans ! La sortie du C.P.E va coûter aux contribuables environ 1 milliard de francs (150 millions d'euros) pour financer le doublement des aides aux sociétés qui accepteront de recruter des jeunes correspondants aux critères définis par ces contrats, en particulier les contrats de professionnalisation dont la prime mensuelle pour l'entreprise sera doublée (1312 francs par mois soit 200 euros).

Conformément à son origine, la République permettra, une fois de plus, à la bourgeoisie dirigeante des entreprises de profiter du dernier mouvement de foule, dite populaire, en rééditant le mécanisme que les économistes appellent un effet d'aubaine : pouvoir recruter un personnel qui aurait été de toute façon embauché en bénéficiant d'une prime !

■

**** Danièle Tartakowsky :*** **Le pouvoir est dans la rue.** ***Éd. Aubier dans sa Collection historique.***

La montagne, la souris et l'échevin

par Aristide LEUCATE

Bien décevante fable que celle que nous content depuis trois mois les parlementaires-procureurs de la commission d'enquête sur le procès des pédophiles d'Outreau. L'histoire de la montagne qui accouche d'une souris est assurément bien connue et ne mérite pas que l'on s'y attarde trop longuement. Toutefois, lorsqu'il s'agit de Justice, la souris finit souvent par être dévorée par le lion, lequel s'incarne dans un gouvernement aux abois, qui se contente, désormais, de subsister jusqu'aux prochaines échéances électorales.

> ***Le manque cruel d'imagination de ceux qui nous gouvernent leur font oublier les motifs qui les avaient conduits à créer une commission d'enquête parlementaire.***

Le citoyen, juge...

Dernière personne à être auditionnée par la commission d'enquête, l'actuel Garde des Sceaux, Pascal Clément, a suggéré, entre autres, en guise de proposition de réforme de notre procédure criminelle, que des "citoyens-jurés" soient associés au juge des libertés et de la détention (J.L.D.) pour statuer sur la décision de placer en détention provisoire un individu mis en examen. Rien de révolutionnaire au fond, le ministre de la Justice se contentant simplement d'étendre la technique de l'échevinage, déjà pratiquée dans les cours d'assises.

L'échevinage est un système ancien qui consiste à entourer un magistrat professionnel de personnes issues de la société civile et dénommées assesseurs. Couramment répandu aux Pays-Bas et en Belgique, ce système est également mis en œuvre sous nos cieux gaulois, au sein de certaines juridictions comme le tribunal paritaire des baux ruraux ou le tribunal des affaires de sécurité sociale, par exemple. Historiquement, l'échevinage se rencontrait, dès le Moyen Âge, dans le Midi (les capitouls de Toulouse) et dans le Sud de la France. Que l'on se souvienne du vibrant hommage rendu aux prud'homies de pêcheurs par le jeune Charles Maurras devant l'assemblée des félibres de Paris.

L'échevinage a ses défenseurs comme ses contempteurs. Nous n'y sommes que moyennement favorables dans le contexte politique actuel. Le régime démocratique offre, bien sûr, l'illusion d'une Justice plus proche du peuple puisque rendue par lui-même. Mais elle induit un mélange des genres préjudiciable au bon fonctionnement et à la crédibilité de l'institution judiciaire.

...et partie

En matière pénale, le système des cours d'assises tel qu'il a été réformé par Elisabeth Guigou en instituant une cour d'assises d'appel, démontre, à l'évidence, son inanité. Le peuple, en première instance, peut (évidemment) se tromper et l'affaire est rejugée devant un autre peuple, en appel ! L'introduction de "jurés-citoyens" au stade de l'instruction relève de la même ineptie. Le manque cruel d'imagination de ceux qui nous gouvernent, résultat de la décérébration télévisuelle dont ils sont victimes (tout comme leurs électeurs qui le leur rendent bien), leur font oublier les motifs originels qui les avaient conduits à créer cette commission d'enquête parlementaire : l'amélioration de la procédure inquisitoriale.

On soulignera encore cette lumineuse idée de permettre au "peuple-juré" de saisir le Conseil supérieur de la magistrature (C.S.M.) pour se plaindre d'un juge qui l'aurait lésé. Que ne faut-il inventer pour complaire à l'opinion et s'attirer ses bonnes grâces … Quoi qu'il en soit, il y a loin de la coupe aux lèvres car ces "réformettes" sans envergure ne verront sans doute jamais le jour, l'intérêt général devant céder le pas à l'élection présidentielle qui préoccupe nos dirigeants actuels et putatifs.

■

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Pierre Pujo**
- Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
- *Politique :* Georges Ferrière, Yves Lenormand
- *Politique étrangère :* Pascal Nari
- *Chronique militaire :* Bernard Guillerez
- *Économie :* Henri Letigre, Serge Marceau.
- *Enseignement, famille :* **Michel Fromentoux,** chef de rubrique
- *Sciences et société :* Guillaume Chatizel,
- *Outre-mer :* Pierre Pujo
- *Médecine :* Jean-Pierre Dickès
- *Livres :* René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- *Arts-lettres-spectacles :* Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
- *Cinéma :* Alain Waelkens
- *Combat des idées :* Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- *Art de vivre :* Pierre Chaumeil
- *Chroniques :* Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- *Maquettiste :* Grégoire Dubost
- *Photos :* François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

LA FACTURE EST SALÉE !

PAR PIERRE PUJO

La plupart des commentateurs ne jugent des conséquences des troubles survenus durant deux mois qu'en fonction de la carrière des politiciens. L'œil rivé sur les sondages, ils s'interrogent sur l'avenir de MM. Chirac, de Villepin, Sarkozy, Hollande, etc... sans parler, bien sûr, de Mme Royal. Des préoccupations bien superficielles! Plutôt que de se pencher sur les humeurs de l'opinion et ses évolutions possibles, il est plus important de tirer le bilan de la crise pour les Français et pour la France. Et là, on découvre un formidable gâchis.

Les fruits du gâchis

D'abord, il va falloir payer la facture des destructions opérées par les plus excités des manifestants et celle des heures supplémentaires effectuées par les forces de l'ordre durant les événements.

Le contribuable devra aussi régler le coût des emplois aidés par lesquels on va remplacer le contrat première embauche pris pour cible par les agitateurs. L'un des avantages de ce dernier était de ne rien coûter à l'État. Il se bornait à assouplir le droit du travail pour permettre la création de nouveaux emplois. L'expérience prouve que les entreprises embauchent d'autant plus volontiers qu'elles peuvent aisément se séparer d'un salarié. Les contrats aidés, qui reprennent une vieille formule, pèseront sur le budget de l'État. Ils auront moins d'efficacité que ne l'aurait eu le C.P.E. en introduisant de la flexibilité dans l'emploi. Les jeunes sans qualification, dont la moitié sont au chômage, feront les frais de l'abandon du C.P.E.

Mais voici que l'État relâche sa vigilance budgétaire dans plusieurs secteurs. Il ouvre des crédits aux restaurateurs pour compenser le refus de la Commission européenne de baisser le taux de la T.V.A. dans leur profession. Ces crédits sont censés les encourager à embaucher du personnel.

Le gouvernement annonce aussi l'embauche de 50 000 personnes pour des tâches administratives dans l'enseignement primaire. Des emplois à mi-temps destinés à devenir par la suite à plein temps. On nous avait pourtant promis de ne pas augmenter le nombre des fonctionnaires...

Ces dépenses nouvelles vont déséquilibrer le budget, accroître le déficit et alourdir la Dette. Cela affaiblira la France sur le plan international mais, comme à l'habitude, nos gouvernements républicains s'emploient à calmer l'opinion en remettant à plus tard la solution des problèmes...

Paralysie gouvernementale

Le plus grave est la paralysie qui risque de saisir l'action gouvernementale. L'intervention de M. Chirac promulguant une loi et demandant qu'elle ne soit pas appliquée, l'adoption d'une nouvelle loi avant l'expiration de l'ultimatum fixé par les syndicats (17 avril) signent une capitulation devant la pression de la rue et elles dévaluent fortement les institutions.

M. de Villepin se promettait de rebondir en promouvant une mesure d'interdiction de fumer dans les lieux publics. Cette mesure étant censée être consensuelle et apaiser les esprits après les tensions des dernières semaines. Las, les débitants de tabac et les restaurateurs – invités à installer dans leur établissement un fumoir séparé – ont commencé à grogner, et M. de Villepin a retiré son projet. Celui-ci n'était peut-être pas de grande urgence mais son retrait est le signe que le gouvernement n'ose plus rien entreprendre, craignant de susciter la colère de tous ceux qui profitent d'avantages acquis. La France s'enfonce sous le poids de ses conservatismes.

À l'origine de ce gâchis, il y a de graves défaillances du pouvoir. Elles sont dues d'abord aux conditions dans lesquelles M. de Villepin a agi. Il avait fait de l'emploi le point central de sa politique, et, en raison de l'élection présidentielle prévue en 2007, il n'avait guère de temps devant lui pour développer la concertation avec les partenaires sociaux.

Le Premier ministre a aussi manqué de soutien dans la majorité parlementaire, laquelle a traîné les pieds – après avoir cependant voté le projet –, tandis que le président de l'U.M.P. et ministre de l'Intérieur glissait des peaux de banane sous les pas de M. de Villepin. Celui-ci a été vaincu moins par les grèves (limitées) et les manifestations que par les flottements de sa majorité. Les opposants n'ont pas senti en face d'eux une forte cohésion autour du gouvernement – ni au sein de celui-ci – , ce qui les a enhardis.

Ajoutons que le Premier ministre a très mal assuré sa communication. Les chaînes publiques de radio et de télévision ont constamment apporté des commentaires critiques sur le C.P.E. et mis en valeur l'action des opposants. Cela est paradoxal et montre qu'elles sont aux mains de lobbies camouflés.

Il reste que l'affaire du C.P.E. n'a pris cette ampleur que parce qu'il existe un malaise profond chez les Français. Ils ont vu, aussi bien sous les gouvernements de gauche que de droite, la France emportée par un courant dit de "modernisation" conduisant à démanteler le secteur public, à écorner le droit du travail, à réduire aides et subventions. Le socialisme dans lequel ils baignent depuis longtemps s'étiole, et ils s'inquiètent pour leur avenir. L'État semble renoncer à assurer la protection qu'ils attendaient de lui. Le succès du "non" au référendum de l'an dernier s'expliquait déjà ainsi.

Défendre le travail français

L'institution d'une certaine flexibilité de l'emploi est nécessaire mais elle devrait être assortie d'une défense vigilante du travail français par le gouvernement. Celui-ci devrait au besoin bousculer les règlements européens, combattre les délocalisations, renoncer à vouloir nous imposer une "constitution européenne" démantelant notre souveraineté. Il pourrait alors expliquer aux Français que pour lutter contre la concurrence étrangère, il faut accepter des aménagements à la législation existante tout en garantissant l'essentiel des "acquis sociaux".

La France aurait besoin d'un protectionnisme raisonnable face à l'extérieur et de moins de rigidités à l'intérieur. Mais nos gouvernants ont-ils encore la force d'opérer cette reconversion en retrouvant un esprit national qu'ils ont trop souvent perdu ?

■

SIGNES DES TEMPS

Iran

L'Iran a trouvé, contre les nations occidentales, une véritable arme de destruction massive : « **Les États-Unis devraient se rendre compte qu'ils ne sont pas en position de créer une nouvelle crise dans la région** » a ainsi déclaré leur ministre des Affaires étrangères Manouchehr Mottaki. En effet, puisque les Américains se sont choisi l'Irak de Saddam Hussein comme principal ennemi, le fanatisme religieux a pu se développer de l'autre côté du delta du fleuve frontière Shatt Al-Arab. Maintenant que les États-Unis sont réduits à l'impuissance, empêtrés dans le conflit irakien, Téhéran en profitera autant qu'il le pourra...

Pétrole

Le pétrole a atteint un nouveau record historique à 70,86 dollars le baril. Et tous les experts sérieux s'attendent à de nouvelles hausses dans les mois à venir. En France, où l'on multiplie les déclarations d'intentions sur des énergies renouvelables difficilement rentables, il est toujours interdit de faire son plein à l'huile de colza... Qui a dit que la politique était l'art de préparer l'avenir ?

Vins

Le consommateur ne comprend plus rien à la segmentation des vins français : dans les grandes surfaces, on trouve du Bordeaux à 1,20 la bouteille et des vins de pays à 4 . Et plutôt qu'une vaste remise en question qui aurait fait des mécontents, Dominique Bussereau, ministre de l'Agriculture, se contente pour toute réorganisation, de supprimer les AOVDQS, « **vins délimités de qualité supérieure** ». Mais les AOVDQS ne représentent qu'une infime partie de la production française et, à l'évidence, leur suppression ne suffira pas à réorganiser le marché...

Forts en thème

À Tours, des lycéens qui tentent de relancer pour le 2 mai un mouvement anti-CPE, ont adressé à la presse locale le communiqué suivant : « **Il est important pour les lycéen**[ne]**s aussi que les examen se passent dans les meilleurs conditions possible** » *(sic)*. Et de toute évidence, les "meilleurs conditions possibles" passeront par la suppression de l'épreuve d'orthographe !

118

Le remplacement du 12 par une tripotée de numéros commençant par 118 est l'exemple parfait de l'aberration libérale bruxelloise. Au nom de la libre concurrence, on remplace un service public efficace et moyennement coûteux par des services coûteux, inégalement efficaces, se livrant à une incroyable gabegie publicitaire et délocalisant les emplois dans des centres d'appel à l'étranger. Voilà un exemple assez concret pour que les Français qui ont dit non le 29 mai dernier soient confirmés dans leur choix. Rendez-nous le 12 !

Guillaume CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

LE JOURNAL D'ABORD

■ La presse écrite est victime de la concurrence d'Internet grâce auquel les informations circulent, où l'on peut réagir, où des débats s'instaurent. Rien ne peut remplacer cependant le papier imprimé qui donne consistance à l'événement et, dans le cas d'un journal d'idées comme le nôtre, apporte une réflexion ou des rappels historiques.

L'Action Française 2000 **possède son site Internet et peut ainsi informer de son existence un large public qui, autrement, l'ignorerait. Mais ce site ne remplace pas la lecture du journal qui exprime la ligne politique de l'A.F. face aux événements qui se bousculent dans l'actualité.**

Il faut non seulement lire, mais faire lire autour de soi le journal, s'abonner et recruter des abonnés et aussi lui apporter le complément de ressources qui lui est indispensable en participant à notre souscription (nous avons besoin de 55.000 euros). Merci de vous faire non seulement les propagandistes mais aussi les soutiens de l'Action française !

P.P.

N.B. – Prière d'adresser les versements à Mme Geneviève Castelluccio, **L'A.F. 2000** ***10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.***

LISTE N° 5

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Marius Guigues (3 mois), 16,02 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; Mme Bellegarde, 15,24 ; Mme Jacqueline Gancel (3 mois), 45,73 ; Mme René Ampe-Mélis (3 mois), 50 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Joseph Lajudie, 20 ; Mlle Lucienne Boussot (3 mois), 50 ;

Mme Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Mme Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Mme Tatiana de Prittwitz, 45,43 ; Didier Deltenre, 50 ; Jacques Bentégeat, 53,36.

Légion des «Mille» : Fernand Estève, 150 ; Giovanni Castelluccio, 200 ; Phillipe Castelluccio, 200.

Robert Le Loup, 30 ; Louis Pozzo di Borgo, 30 ; Bruno Revel, 50 ; François Nénert, 502 ; Mlle Perrot, 100 ; Mme Geneviève Castelluccio, 100.

Total de cette liste :	1 448,35 €
Listes précédentes :	11 528,36 €
Total :	12 976,71 €
Total en francs :	85 121,63 F

DANS NOTRE COURRIER

Le français en Europe

"L'officialisation" de l'anglais comme la langue de l'Union européenne a au moins un avantage : elle empêche l'Europe d'avoir une identité linguistique propre, donc une identité forte. Celle-ci est noyée dans le cosmopolitisme mondialiste et son charabia anglo-américain.

Autre avantage : elle fournit un puissant contre-argument à l'une des plus importantes justifications de l'U.E., faire contrepoids aux États-Unis.

Bernard LHÔTE (Paris)

Accepter l'anglais comme la langue de l'Union européenne, c'est nous mettre dans la dépendance des Anglo-saxons sur les plans culturel, mais aussi économique et politique.

Il y a trente ans, l'archiduc Otto de Habsbourg avait fait campagne pour le français langue de l'Europe. Il n'a pas réussi à convaincre nos partenaires. Il appartient maintenant aux représentants de la France de défendre la place du français dans les réunions et les organismes européens. Ce n'est pas pour cela que nous serons entraînés à abdiquer notre souveraineté. Le français a été longtemps la seule langue diplomatique. Cela n'avait pour conséquence aucune soumission à l'étranger.

Repenser à la nation

Il y a quelques jours, au cours d'un débat télévisé, Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement, a dit que l'on devait repenser à la nation comme espace de solidarité. Il est bien temps !

Espérons que ces bonnes paroles seront suivies d'actes un peu moins européistes de la part de Chirac, Villepin, etc.

André CHARLES (Limoges)

Inoubliable Algérie

par René PILLORGET

Le très agréable petit volume, intitulé *Le goût d'Alger,* présente une anthologie de textes courts, choisis par M. Mohammed Aïssaoui, répartis en trois chapitres : voir, vivre, goûter Alger. Diversité des thèmes, diversité des auteurs. Le plus ancien, Cervantès, puis ceux du XIXe siècle : Dumas père, Maupassant, qui évoque une « **ville féerique** », Pierre Loti ; Karl Marx, lors d'un séjour de trois mois (le fait est peu connu) trouve le Sud magnifique, mais se plaint du froid, car il doit subir une exceptionnelle période de pluie... Bien entendu, ceux du XXe siècle : Albert Camus, qui évoque la rue Bab-Azoun, « **une rue épicée** » ; Jules Roy, le poète Jean Sénac, assassiné en 1973, tous trois nés en Algérie ; et André Gide et Montherlant.

Parus récemment, trois livres montrent la place éminente qu'a occupée et qu'occupe toujours l'Algérie dans les pensées des Français.

Cet ouvrage révèle aussi, avec bonheur, les auteurs que les bibliothécaires caractérisent comme « **écrivains maghrébins de langue française** ». Ainsi Mouloud Mammeri (1917-1989), le plus grand écrivain kabyle, à qui l'on doit un beau texte, *Après la fête,* (p. 71-75) ; Rachid Boudjedra ; Kateb Yacine ; tous semblent faire corps avec les malheurs de leur pays.

Les femmes ne sont pas absentes de ces tableaux de la capitale. Non seulement Assia Djebar, sévrienne, élue à l'Académie française, mais aussi Nina Bouraoui, dont la *Voyeuse interdite* conte la quête d'évasion d'une adolescente, qui sait que, malgré le voile, les yeux peuvent faire passer bien des messages...

Enfin, l'humour ravageur de "Y.B." (bien loin de la discrète malice de Rachid Mimouni, évoquant le Jardin botanique d'Alger) n'a pas permis à ce chroniqueur « **acerbe et même virulent** » du quotidien *El Watan*, de continuer de publier des « **textes au vitriol sur la société algérienne d'aujourd'hui, son gouvernement et les islamistes** ». Il s'est exilé en France.

Formules toutes faites

Très différent du précédent ouvrage, *Rappel, Journal d'Algérie*, dû à Paul Christophe, ecclésiastique connu par la publication des *Carnets* du cardinal Baudrillard ainsi que par diverses études d'histoire religieuse. Cinquante ans après les faits, il publie des souvenirs des huit mois (avril-novembre 1959) qu'il passa en Algérie, alors séminariste et officier de réserve.

Écrivant à la troisième personne, sous le pseudonyme de Barral, il ne se montre que passagèrement sensible à la beauté du pays et ne s'intéresse que bien peu aux populations, notamment aux Européens. Il estime qu'il se trouve obligé de participer à une « **guerre coloniale** », il s'indigne que l'aumônier de la base de Telergma ait déployé, derrière l'autel, « **un grand drapeau tricolore** »... « **annexion française du mystère de la Foi** » ! (p. 57).

Mais une proportion importante de pages de ce livre tend à le rendre moins irritant qu'ennuyeux : elles racontent en long et en large ses démêlés avec son capitaine, militaire de carrière, qu'il charge de tous les vices. Il va jusqu'à affirmer que lui-même, simple « **rappelé** » réussit mieux que lui dans ce métier. Cependant, en dépit de cette obsession et de cette naïveté, "Barral" se demande « **s'il retrouvera un jour cette franche amitié qui lie les hommes dans le danger au point de risquer leur peau pour un camarade** ». Il aura, au moins appris cela. Son expérience de huit mois ne l'aura pas conduit à se défier des formules toutes faites, relevant de l'idéologie, ni à émettre des opinions aussi objectives que possible sur le drame algérien. Son ouvrage n'apporte rien à la connaissance du pays, ni à celle de ses populations.

Beauté des horizons

Il en est tout différemment du livre de Pierre Picquart, sur *La terre de Berrouaghia.* Lorrain du côté de son père, Languedocien du côté maternel, il a géré une ferme située dans le Titeri, sur la grand route, qui, depuis Alger, va droit vers le sud, passe par Boufarik, Blida, Médéa, avant d'atteindre Berrouaghia. Cette ferme, sa famille l'a achetée il y a bien longtemps, et il appartient à la quatrième génération chargée de son exploitation. Dans des conditions difficiles (les pluies sont abondantes sur une très courte période de l'année) et sans possibilités d'irrigation palliative, cette terre est consacrée au blé, à la lentille blonde du Sersou, et à la vigne dont la superficie est alors étroitement contingentée.

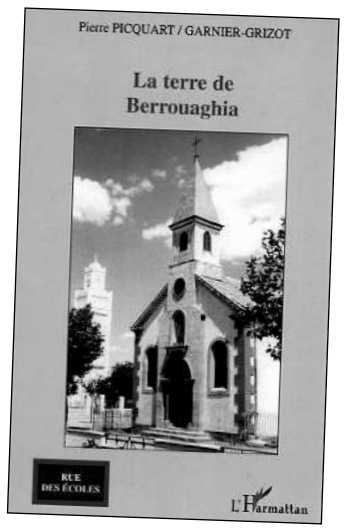
Pierre Picquart sait exprimer son attachement profond à ce sol, à la beauté des horizons : « **Nulle part ailleurs, jamais, je n'ai connu cette sensation d'éteindre ou de pétrir une terre aussi vivante, généreuse et chaude, si lourde, si capiteuse, si puissante et porteuse de promesses de cette terre pour moi unique** » (p. 186). De nuit et de jour, ces sensations le portent à un sentiment admiratif pour la Création, à l'interrogation, à la réflexion. Fils d'un intendant militaire, né dans une famille comptant des engagés et des soldats de carrière, dont certains tués à l'ennemi, il a voulu laisser à ses enfants et petits-enfants une histoire de sa famille et de cette terre, depuis sa jeunesse jusqu'aux lendemains de l'abandon de l'Algérie. Il ne présente pas une vision idéalisée de celle-ci au cours des années 30 ou 40.

Membre de la J.A.C. (Jeunesse agricole catholique), il a participé à la création d'un Foyer rural, travaillé avec de jeunes musulmans, réfléchi aux « **difficultés de relations normales entre les familles musulmanes traditionnelles – qui représentaient encore la presque totalité des familles indigènes – difficiles relations dues principalement à la ségrégation des sexes, qui faisait, par exemple, que de jeunes musulmans pouvaient venir librement dans ma famille (et y rencontrer tous ses membres féminins) tandis qu'il n'était pas possible que je sois reçu chez aucun d'entre eux** ».

Adversaires loyaux

Certes, avec bien d'autres, il a réfléchi « **à la nécessité d'une évolution de ces relations, et d'une intégration plus équitable de toutes les populations si bigarrées de notre pays dans l'Algérie française de demain** » (p. 181). Cependant, dit-il, « **le sentiment dominant, parmi nous, était que l'évolution des sociétés algériennes se faisait à son rythme, que tout irait bien, et que les revendications nationalistes perçues étaient le fait de quelques excités isolés. Rares étaient ceux qui avaient conscience de l'évolution de notre société, sans cependant y voir urgence** ». Notamment, l'avertissement constitué par les émeutes de Sétif, en mai 1945, n'a pas été compris. On a cru qu'elles s'expliquaient par les retombées de la propagande allemande, pro-arabe et anti-juive, diffusée pendant la guerre. Au demeurant, l'événement marquant dans l'Algérie de 1945, fut une épouvantable sécheresse.

Pierre Picquart a participé jusqu'à la fin au combat pour l'Algérie française. Son livre apporte, en particulier, une importante contribution à l'histoire de ses dernières semaines. « **Aussi incroyable que cela puisse apparaître aujourd'hui** », il y a eu, *in extremis*, une tentative d'alliance entre l'O.A.S. et une partie des nationalistes algériens hostiles au F.L.N., les hommes du "Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques" dont le chef était le "général" Si Salmi (p. 259-270).



La confusion étant devenue extrême, Pierre Picquart put gagner la France. Son père, l'intendant militaire Gaston Picquart, fut arrêté et emprisonné du 25 août au 7 septembre 1962, dans les hauts d'Alger. Il ne fut sauvé que grâce aux interventions de Mgr Duval, archevêque d'Alger et de l'ambassadeur de France. Avant de le libérer, celui qui tenait son sort entre ses mains, le capitaine F.L.N. Si Abdelkader, de la Willaya IV, vint le trouver dans sa cellule. « **"Seul à seul" raconte Gaston Picquart, il me marqua qu'il était parfaitement au courant de la part que Pierre avait prise à la lutte, et ce fut pour ajouter "Votre fils nous a combattus loyalement et je sais combien les musulmans de Berrouaghia l'estiment, parce qu'il les a toujours traités en amis. S'il ne tenait qu'à moi, il reprendrait sa place là-bas, où il serait utile"** » (p.280). Il est probable que cet adversaire était parfaitement sincère.

■

*** Le goût d'Alger. *Textes choisis et présentés par Mohammed Aïssaoui. Mercure de France, 2006, 136 pages.***

**** Paul Christophe :* Le Rappel. Journal d'Algérie. *Éditions du Cerf, 2006, 153 pages.***

**** Pierre Picquart :* La terre de Berrouaghia. *Éd. L'harmattan, 2006, 282 pages.***

LIBRAIRIE FOSSE

12, rue Puvis de Chavannes, 75017 Paris
06.10.61.03.74
Courriel : fosse.e@wanadoo.fr

– Vente éditions originales, livres avec envoi et manuscrits. Spécialiste littérature et histoire XIXe et XXe siècle (en permanence Céline, Morand, Montherlant, Béraud, Drieu La Rochelle Brasillach, Benoit, Paraz, Guitry, La Varende, Maurras, Cocteau, Saint-Pierre)

– Achat de bibliothèques et de beaux livres à l'unité Déplacement dans toute la France

– Début mai 2006 vente de la première partie de la bibliothèque de Robert Brasillach et Maurice Bardèche

** Envoi du catalogue sur demande.*

L'ITALIE COUPÉE EN DEUX

Bouffonneries démocratiques

par Guy C. MENUSIER

Le mot a fait florès depuis qu'il a été récupéré par les jeunes canailles urbaines. Et il a été abondamment repris, y compris par des esprits distingués, durant la campagne électorale italienne. Pour s'appliquer, bien sûr, à Silvio Berlusconi dont les "bouffonneries" auraient offensé la candeur démocratique.

Romano Prodi a beau faire le rodomont, il devra souvent composer avec ses alliés de gauche s'il veut préserver sa majorité.

À bouffon, bouffon et demi. L'ancien président de la Commission européenne Romano Prodi et sa garde rapprochée, qui avaient voulu écraser Berlusconi sous le poids de leur mépris, ont dû ravaler leur morgue et leurs insultes. Et avec eux les analystes peu scrupuleux qui, au lieu d'éclairer les citoyens, s'étaient laissés porter par la vague du conformisme, sans jamais s'étonner de la singularité des sondages préélectoraux qui accordaient cinq points d'avance à l'Union de la gauche. Pourtant, jugeant suspects ces sondages, Berlusconi avait commandé sa propre enquête d'opinion à un institut américain, laquelle, il y a plus d'un mois, révélait déjà une Italie coupée en deux. Mais comme l'initiative venait du "bouffon" diabolisé, la plupart des médias italiens l'avaient ignorée ou accueillie avec des quolibets.

Au bout du compte, une victoire étriquée, sujette à caution, et des militants antiberlusconiens frustrés, qui ont rapidement perdu le goût du *prosecco*. Et encore Prodi peut remercier la nouvelle loi électorale qu'il a combattue l'an dernier. Avec 49,8 % des voix, contre 49,7 % à la Maison des libertés, l'Union de la gauche obtient, grâce à la "prime au vainqueur", 348 sièges de députés à la Chambre contre 281 au centre droit. Au Sénat, assemblée qui en Italie dispose des mêmes pouvoirs que la Chambre, la majorité de gauche n'est que de deux sièges.

Majorité virtuelle

Romano Prodi (ex-lauréat du prix de la Carpette anglaise) a beau faire le *rodomont*, il devra souvent composer avec ses alliés de gauche (ex-communistes et communistes orthodoxes, majoritaires dans sa coalition) s'il veut préserver sa majorité.

Si le futur gouvernement, qui sera formé le mois prochain après l'élection par le parlement d'un nouveau président de la République, devrait s'accorder sur le retrait des quelque 3 000 soldats italiens déployés en Irak, on voit mal comment il s'y prendra pour mettre en œuvre les "grandes réformes" annoncées, pour baisser de 5 % la fiscalité sur le travail (coût estimé à 20 milliards d'euros) tout en réduisant les déficits publics, pour concilier le social-libéralisme de Romano Prodi et le dirigisme du marxiste Fausto Bertinotti. À moins de recourir à des majorités de circonstance, en misant sur un délitement du centre droit. Mais cette hypothèse paraît fragile, car le parti du Cavaliere, Forza Italia, avec près de 24 % des suffrages exprimés, devance largement ses alliés, à commencer par l'Alliance nationale (12 %), et demeure le premier parti du pays. Il est vrai qu'une volte semble toujours possible, quand on entend Berlusconi contester le résultat des élections (le vote des Italiens de l'étranger aurait été entaché d'irrégularités) et, dans un même souffle, proposer une grande coalition à l'allemande.

Romano Prodi
Une courte victoire

Pas très net le chevalier blanc

Une suggestion rejetée par Prodi. Heureusement pour la droite, car il n'est pas indifférent que l'Union de la gauche assume seule la responsabilité de ses engagements politiques et de ses probables échecs. Même si le *Professore*, qui entend bien utiliser ses atouts, notamment ses accointances européennes, n'est pas né de la dernière pluie. En témoignent, de façon un brin anecdotique, ses manœuvres autour d'une des présumées mesures-phares promises par le centre gauche, le rétablissement de l'impôt sur les successions. Car Prodi a pris ses précautions : il a profité de la loi Berlusconi pour faire une donation de 870.000 euros à ses deux fils. Le prétendu chevalier blanc n'est sans doute pas aussi net que l'ont soutenu ses amis et une presse complaisante.

C'est pourquoi nombre d'Italiens ont accordé du crédit aux accusations de fraude électorale lancées par la droite.

Mais il n'y a pas que les législatives dans la vie des Italiens. Comme l'atteste un calendrier politique particulièrement contraignant : élection du président de la République avant le 18 mai, terme du mandat de Carlo Azeglio Ciampi ; désignation ensuite du chef du gouvernement ; élections, les 28 et 29 mai, dans un millier de communes, huit provinces et une région, la Sicile. À quoi pourrait s'ajouter en juin un référendum sur une délégation de compétences aux régions.

Du coup, les sourires se figent, les bouffonneries démocratiques n'amusent plus la galerie

■

BELGIQUE

Menaces sur la Couronne

par Michel FROMENTOUX

Une campagne de presse a été déclenchée récemment contre la couronne de Belgique. Les milieux indépendantistes flamands semblent prêts à n'importe quelle calomnie pour déstabiliser la famille royale et, du même coup, la Belgique elle-même.

*Ils ont d'abord reproché au roi Albert II d'être sorti de son rôle en évoquant dans un discours les partisans du séparatisme « **feutré** ». Quand on sait qu'en Belgique la fonction essentielle du roi est d'être le garant de l'unité du pays, cela revient à accuser le roi d'être lui-même...*

Maintenant c'est le prince héritier Philippe qui est la cible des mauvaises langues : il serait médiocre, maladroit en public, ne connaîtrait pas ses dossiers, serait mou selon certains, trop autoritaire selon d'autres... Toutes allégations démenties non seulement par l'entourage du prince mais par tous ceux qui, par exemple, l'ont accompagné dans une récente mission économique en Afrique du Sud, et ont apprécié, outre sa force de travail, la chaleur et l'efficacité de ses relations avec tous.

Même son épouse, la princesse Mathilde, est traînée dans la boue. Elle aurait trop d'influence sur le prince, serait trop riche, ne parlerait pas assez bien le flamand... On sait, depuis Marie-Antoinette, combien les révolutionnaires sont habiles à s'en prendre à l'épouse pour ridiculiser et abattre le mari.

Point de vue *du 12 avril relate ces faits, mais apporte toutefois quelques bémols. Si le parti indépendantiste Vlaams Belang, ancien Vlaams Blok, est passé ces dernières années de 10 à 25 %, si 65 % des Flamands disent qu'ils ne jugent pas le prince Philippe prêt à régner, et si 56 % des mêmes se disent flamands avant d'être belges, il faut noter que 54 % des Wallons font confiance au prince Philippe, que 68 % sont monarchistes et que 72 % se disent belges avant d'être wallons.*

Mais les chiffres ne suffisent pas à révéler le fond des cœurs. Armand de Decker, ministre fédéral de la Coopération, cité par Point de Vue*, signale le « **courage** » du jeune prince qui a osé critiquer les séparatistes et il ajoute : « **C'est une chance énorme d'avoir une famille royale, elle est le ciment de l'unité nationale, c'est la raison pour laquelle ceux qui ne veulent plus de cette unité nationale s'attaquent à la monarchie. Selon moi ils vont se casser les dents parce que l'opinion publique ne les laissera pas faire.** »*

La Belgique ne doit pas éclater

Les mêmes ennemis de la monarchie font aujourd'hui courir le bruit d'une possible abdication du roi, et même du prince héritier, avec organisation d'une régence pendant la minorité de la princesse Élisabeth, née en 2001. Or les modifications de la Constitution que demandent les Flamands ne pourraient être opérés pendant une régence, ce qui serait une bonne raison pour demander l'abolition de la monarchie ! On voit le piège dans lequel les séparatistes cherchent à enfermer la couronne en semant des doutes sur les capacités du prince héritier.

La France a de multiples raisons de souhaiter que la couronne belge triomphe de cette mauvaise querelle. L'éclatement de la Belgique serait, sur nos frontières mêmes, une grave cause de déséquilibre européen. Ce peuple qui possédait déjà une vieille histoire mais où les villes montraient de funestes habitudes d'indépendance, n'a pu en 1831 accéder au rang de nation et devenir gouvernable qu'en appelant à sa tête une famille royale pour garantir son unité. Cette famille, qui descend de Louise d'Orléans, aînée des filles du roi Louis-Philippe, n'a jamais démérité, et la Belgique, par sa façon de maintenir en paix au sein d'une nation des populations diverses, a toujours été un exemple d'équilibre. Cet équilibre dont justement les instances européistes ne veulent plus afin de profiter de l'éclatement des nations pour noyer les débris dans leur magma apatride... D'où l'importance de la résistance du roi Albert II et de son fils !

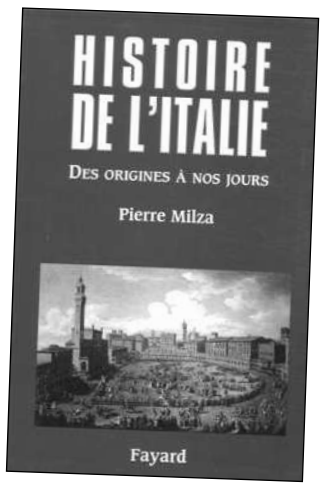
■

NOTE DE LECTURE

Des Étrusques à Berlusconi

Raconter en un millier de pages l'histoire de l'Italie, de l'âge du bronze à la période berlusconienne, évoquer sans pédanterie cette succession de peuplements, d'invasions, de régimes politiques et de conflits, avec leur infini cortège de Césars, princes, artistes, intellectuels et marchands, telle est la gageure qu'a surmontée Pierre Milza, professeur émérite à l'Institut d'Études politiques de Paris. Ce travail de synthèse nous vaut un ouvrage de vulgarisation savante, qui, découpé en chapitres relativement courts, se lit avec aisance. Et avec profit, pour autant que l'esprit critique reste en éveil.

Spécialiste de l'histoire contemporaine, Pierre Milza s'est fait connaître d'un assez large public avec ses études sur le fascisme et une biographie de Mussolini. Il a donc considérablement élargi son domaine d'investigation. Mais on retrouve ses partis pris dans cette Histoire de l'Italie, où il ne cache pas son adhésion entière à la philosophie des Lumières comme au postulat selon lequel « **la lutte des classes** [serait] **l'agent prépondérant des transformations sociales** ». Aussi une tension est-elle continûment perceptible entre ces *a priori* et la rigueur universitaire.



Néanmoins, l'auteur ne dénature pas trop les faits. S'agissant de la période fasciste, il rappelle les tentatives de rapprochement avec la France et l'Angleterre (le "front de Stresa" en 1935) quand, après avoir rencontré Hitler, Mussolini parlera de « **l'horreur physique** » que lui a inspirée le Führer. On sait que, prenant prétexte de l'affaire d'Éthiopie et passant outre aux avertissements de Maurras, le gouvernement français rejettera finalement l'Italie dans le camp allemand.

S'aventurant sur le terrain de l'histoire immédiate, l'auteur porte un jugement équilibré sur Berlusconi et Prodi. On en regrette que davantage la faveur excessive avec laquelle il traite auparavant l'expédition de Bonaparte en Italie, l'opprobre qu'il jette sur les révoltes antijacobines ou encore les lignes désinvoltes qui mentionnent la disparition de la République de Venise.

Cette Histoire de l'Italie s'impose par l'abondance et la clarté de sa documentation. Dommage que l'idéologie qui sous-tend le propos en affaiblisse la pertinence.

G. C. M.

**** Pierre Milza :* Histoire de l'Italie, des origines à nos jours*, Éd. Fayard., 1098 p., 30 euros.***

PÉROU
Le troisième homme

■ *Le premier tour des élections présidentielles au Pérou, le 9 avril, vient d'apporter une nouvelle illustration de la tendance profonde qui agite l'Amérique latine : le colonel en retraite Ollanta Humala arrive en tête avec plus de 30 % des suffrages. Il a toutes les chances d'être élu au second tour et de devenir, après Hugo Chavez au Venezuela et Éva Morales en Bolivie, le troisième président latino-américain élu sur un discours ouvertement anti-américain.*

Les deux grandes puissances de l'Amérique du Sud, le Brésil et l'Argentine, sont déjà gouvernées par des hommes réservés à l'égard de Washington. Néanmoins l'importance de leur pays respectif et les liens économiques avec les États-Unis et les organisations financières internationales les conduisent à une attitude plus modérée. Il n'en est pas de même des "plus petits", notamment dans la région andine.

Comme Chavez et Morales, l'essentiel du programme de Humala est basé sur un anti-américanisme que l'on pourrait facilement appeler primaire, sur un refus de la politique économique libérale, sur la préconisation d'une attitude plus dure envers les grandes multinationales minières qui opèrent au Pérou et, surtout, un discours nationaliste flattant la "fierté indienne". Tout ce que détestent les mondialistes d'outre-Atlantique.

L'élection d'Ollanta Humala, nullement exclue, constituerait un nouvel échec pour la diplomatie du président George W. Bush.

Ollanta Humala

Les grands concepteurs de la diplomatie américaine devraient finir par s'interroger sur les raisons profondes de la vague anti-Washington qui agite non seulement les pays lointains, mais même ceux de leur "arrière-cour" considérée comme intouchable jusqu'à présent. Le temps d'une révision déchirante de la politique étrangère américaine est venu.

P.N.

PALESTINE
Fermeté européenne face au Hamas

par Pascal NARI

La Commission européenne a annoncé vendredi 7 avril la suspension de l'aide directe de l'Union européenne au gouvernement palestinien dirigé par les islamistes du Hamas. Les contribuables européens sont les principaux bailleurs de fonds de l'autorité palestinienne. Ce "gel" concerne donc les sommes versées directement au gouvernement palestinien, notamment pour les salaires des fonctionnaires et les services de sécurité. L'aide nécessaire aux besoins vitaux de la population – la santé, l'alimentation, le travail des O.N.G. humanitaires – sera maintenue. L'assistance bilatérale accordée par certains États, la France notamment, aux Palestiniens n'est pas visée par la décision de Bruxelles.

Cette décision, ajoutée à celles des États-Unis et du Canada, prise en termes assez semblables, et au gel des reversements par l'État hébreu des droits de douane et de diverses taxes perçues au profit de l'Autorité palestinienne, constitue un coup dur pour les islamistes palestiniens.

C'est une mesure saine, qui mérite d'être saluée. Le Hamas est jusqu'à preuve du contraire une organisation terroriste qui ne renonce pas au recours à la violence pour atteindre ses objectifs. Il n'y a aucune raison pour que les contribuables occidentaux le financent.

Cela étant, ce coup de semonce qui va mettre en difficulté les nouveaux dirigeants palestiniens ne résoudra rien en soi :

– il n'est pas exclu que certaines sources arabes ainsi que le gouvernement de Téhéran remplacent les bailleurs de fonds occidentaux. Les mécanismes d'aide seront plus difficiles à mettre en place et leur pérennité sera moins sûre. Mais cela pourrait sortir au moins provisoirement le Hamas de l'impasse.

L'incohérence de Washington

– les États-Unis et encore moins les puissances européennes n'ont pas de politique claire face au mouvement islamiste dont le Hamas n'est que l'une des composantes.

Washington a soutenu longtemps le F.I.S., par ailleurs bien vu par une grande partie de la classe politique française. Il ne semble pas réagir contre la dérive islamiste du président Bouteflika. Les États-Unis soutiennent discrètement les "Frères musulmans" égyptiens contre le pouvoir pourtant pro-occidental et modernisateur du président Moubarak. Ils pensent ainsi favoriser la démocratisation de l'Égypte !

En Syrie c'est également sur les "Frères" que l'on compte pour infléchir le pouvoir de Béchir-el-Assad, critiquable sur bien des points d'ailleurs. Sans oublier la poussée de l'intégrisme chiite en Irak, favorisée par les forces de la coalition ; même si Washington donne l'impression actuellement de regretter cette attitude.

Il y a donc une incohérence dans ce domaine. L'islamisme radical, idéologie de violence à ne pas confondre avec l'islam en tant que religion, constitue actuellement le principal danger qui menace les pays civilisés, y compris ceux de l'islam. Le combattre ici et le favoriser là relève d'une grave méconnaissance de son discours et de ses méthodes ainsi que des réalités de "l'Orient compliqué" et du monde musulman.

– la prise de sanctions contre le Hamas, mesure nécessaire, ne résout pas le problème palestinien, qui est réel et grave. Il est urgent de pousser le futur gouvernement israélien de M. Olmert à accepter officiellement la création d'un État palestinien viable et de mettre les Palestiniens devant leurs responsabilités.

Des mesures à court terme, des déclarations de circonstance, des gesticulations qui ne trompent plus personne ne peuvent mettre un terme à une crise régionale qui ne cesse de s'aggraver.

■

Les petits vertiges politiques de BHL en Amérique

■ ***Ça y est, Bernard-Henri Levy a réussi à refaire parler de lui après une courte disgrâce dans les médias français. C'est dans la presse new-yorkaise que B-HL fait cette fois son* come back*. Car si son essai sur l'Amérique d'aujourd'hui est loin derrière* Les femmes françaises ne grossissent pas *dans le classement des meilleures ventes de Barnes-and-Noble, quelques journaux de Manhattan lui ont néanmoins trouvé un certain talent. Auréole ensuite arborée sur les plateaux de télévision français.***

par Gwendal KERALIES

Bernard-Henri Levy est parti avec la modestie qui le caractérise, « **sur les traces d'Alexis de Tocqueville** » dans un tour d'Amérique d'une année entière (1).

La matière qu'il en ramène est bien pauvre et surtout sans perspectives comparables au travail du visionnaire auteur de *La Démocratie en Amérique*. Parti outre-Atlantique avec les préjugés qu'on pouvait craindre, B-HL, "l'anti-anti-américain" dresse un portrait limité des Américains dont ceux-ci auraient, à juste titre, pu s'offusquer. Ainsi B-HL s'invite-t-il en spectateur français d'un club échangiste ; d'une maison close du Nevada ; d'une discothèque homosexuelle de Californie ; d'un salon des armes au Texas ; d'une villa privée pour personnes âgées... Si Levy tord le cou à un certain nombre de clichés anti-américains, c'est pour mieux en créer d'autres. Car ces extrémités n'ont pas grand-chose de spécifiquement américaines. Il existe – hélas – la même chose en France ! Dans tous les cas, les Étatsuniens sont loin de ressembler à ça. Au contraire, serait-on tenté de dire, au vu de leur actualité.

Bernard-Henri Levy n'a rien découvert en Amérique, il y a plaqué ses réalités. Des réalités pro-américaines, certes, mais d'une Amérique qui n'existe que pour lui : celles du souvenir de l'écrivain « beatnik » John Kerouak ; celles des lubies de la gauche française à propos de la gauche américaine. Ainsi B-HL interviouve-t-il quelques personnes : des "élites" de New-York ou de Beverly Hills qui ne représentent plus qu'elles-mêmes (Woody Allen, Sharon Stone...).

Les rencontres de B-HL sont « **plus des monologues que des dialogues** », corrige le Library Journal. B-HL est par exemple bien déçu par le candidat de gauche à la présidentielle John Kerry, tout autant opposé à l'avortement que le candidat Georges Bush. Il est également atterré par l'extrême gauche de Move-on qui a fait campagne pour "censurer" le président Clinton après ses frasques sexuelles ! Que "d'ordre moral" ! Levy n'a pas compris à quel point le débat droite-gauche aux États-Unis pouvait désormais être éloigné de ce qu'il est en Europe. Il fantasme d'ailleurs sur une toute freudienne prochaine élection d'Hillary Clinton à la présidence ; « **les Américains voudront la voir rentrer dans ce même bureau ovale où elle fût humiliée** » par son ex-président de mari !

Plus tard, au moment de sa rencontre avec un Indien qualifié sans qu'on comprenne bien pourquoi « **d'antisémite** », B-HL fait alors plus penser à Bécassine-aux-USA qu'à Tocqueville.

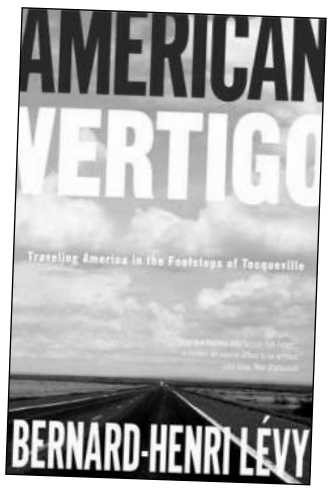
Que se passe-t-il au Kansas ?

B-HL repose la question, titre d'un livre sorti peu après la réélection de Georges Bush : que se passe-t-il donc au Kansas et dans tout le centre du pays ? Un immense mouvement conservateur, moral, religieux, familial. Mais B-HL n'ira ni au Kansas se renseigner, ni à la rencontre des Américains ordinaires. Tout juste mettra-t-il les pieds dans une "mega-church" protestante évangéliste, évidemment pour en railler les fidèles. C'est pourtant là, dans ces églises, que se dessine l'Amérique de demain. Tocqueville l'avait déjà noté. Quoi de neuf au Kansas ? L'Église catholique par exemple. Première Église des États-Unis. Et qui se renforce par l'arrivée de 10 millions d'immigrants mexicains chaque année.

C'est en rencontrant les fameux néoconservateurs dans les bureaux cossus de la Côte Est que B-HL a tenté de comprendre ce mouvement de fond. Pourquoi rencontrer des "néos", en pleine révolution conservatrice ?

Mais, si les questions essentielles à la politique américaine sont désormais l'avortement, le "mariage" homosexuel, et d'autres enjeux moraux, B-HL n'y prête pas attention. Il ne veut – ou il ne peut – pas voir ce « **pays de la modernité** » remettre Darwin en question, marquant ainsi mieux la fin de l'idéologie du Progrès.

Ses conclusions – qu'il aurait pu écrire sans se déplacer, depuis son appartement du boulevard Saint-Germain – sont néanmoins plus intéressantes et mériteraient de plus amples développements. Quant au moteur de la politique internationale américaine par exemple : messianisme d'une nation voulant corriger les derniers soubresauts avant la "fin de l'Histoire" ? Ou messianisme d'un empire près pour le "choc des civilisations" ?



Mais pour l'objectivité et l'information sur cette mutation de l'identité américaine dans l'après 11 septembre, le livre *Made in USA* de Guy Sorman (2) qui vient de paraître en Poche, demeure beaucoup plus objectif et informatif.

■

1 B-H Levy :* American Vertigo*, Éd. Grasset, 20,90 euros .
2 Guy Sorman :* Made in USA*. Le Livre de Poche, 6,50 euros.

LE MAL FRANÇAIS

■ Il y aura cent cinquante ans ce 24 avril naissait à Cauchy-à-la-Tour Philippe Pétain. Évoquer ce soldat autour duquel se crispent aujourd'hui tant d'incompréhensions, tant d'idées fixes et tant de haines est-il "politiquement correct" ? Nous ne pensons pas que ce soit pour un peuple un signe de bonne santé nationale que de ne pas pouvoir regarder son histoire en face, sans qu'une partie se croit tenue de montrer du doigt et de culpabiliser l'autre partie.

par
Michel FROMENTOUX

L'Histoire mal connue divise et l'Histoire examinée sans œillères rassemble. C'est à un effort d'objectivité qu'il nous appartient d'inviter les Français pour triompher des conditionnements que ne cessent d'imposer ceux qui trouvent on ne sait quel intérêt à entretenir de vieux clivages.

Le Maréchal, vainqueur de Verdun en 1916, n'avait rien à ajouter à sa gloire quand en 1940 la débandade des politiciens qui avaient mené la France à la défaite fit de lui l'arche de salut des Français désemparés. Il fit alors, selon ses termes célèbres, "le don de sa personne à la France". Dans des conditions effroyables, devant toujours résister aux exigences de l'occupant tout en subissant les attaques des collaborationnistes, il demeura grand dans l'adversité et se consacra à réarmer les Français moralement, et militairement en Afrique du Nord, pour les préparer à reprendre le moment venu la guerre aux côtés des Alliés. Hélas, quand vint ce moment la violence des passions et des rancunes politiciennes empêcha trop souvent une fraternelle rencontre entre les Français qui avaient résisté sur place et ceux qui avaient résisté de l'extérieur. Il fut alors de bon ton de faire porter au Maréchal le poids des drames qu'il avait tenté d'éviter à son pays, et du même coup, ses salutaires principes de redressement furent, pour le malheur de la France, déclarés maudits.

Ce dossier n'est braqué contre personne, mais il s'agit de réparer une grave injustice et ce n'est pas en se taisant que l'on servira la vérité. Les divisions font trop de mal à la France. Il est malheureusement nécessaire, près de soixante ans après, d'exorciser ce mal français. Notre honneur sera d'y contribuer.

■

Une vie au service de la France

■ Nous reproduisons ici l'allocution prononcée par le général (c.r.) Jacques le Groignec au cimetière de l'Île d'Yeu, le 23 juillet 2001, lors du cinquantième anniversaire de la mort du maréchal Pétain.

par
le général de corps aérien (CR)
Jacques LE GROIGNEC

Monsieur le Maréchal, pardonnez à la France ! Cette prière, chers amis, nous l'adressons de nouveau au soldat qui, voici un demi-siècle, nous quittait au terme d'une longue vie de justes combats. Au matin du 23 juillet 1951, il entrait dans son dernier sommeil et, dans la mort, son visage gardait la sérénité et la noblesse qui étaient le reflet de son âme et qui, de son vivant, frappaient ceux qui eurent l'honneur de l'approcher. Weygand en témoigne quand il écrit : **« Nul de ceux qui ont connu, servi ou aimé le maréchal Pétain ne pourra considérer cette image prise sur son lit de souffrances, quelques heures après qu'il eut rendu l'âme à Dieu, sans être saisi d'émotion. La majesté qui s'en dégage est celle du Chef qui conduisit les armées françaises à la Victoire, et que le vœu de la nation appela au gouvernement de la France à l'un des moments les plus cruels de son histoire. Sa beauté marmoréenne reste le symbole du calme et de l'impassibilité dont il fit preuve dans l'adversité. La sérénité dont elle rayonne est celle du devoir accompli, de la pureté d'un cœur qui n'a cessé de battre pour la France. »**

Il n'y eut jamais plus admirable évocation de l'âme du Français enraciné que fut Philippe Pétain dont l'histoire se confond avec celle de la Patrie et ne peut être méconnue par la Nation. Nous avons donc le devoir aujourd'hui, en ce cinquantième anniversaire de sa mort, de remettre en mémoire sa longue vie de gloire et de sacrifice, avec l'espoir que les vents d'ouest permettront à l'écho de nos paroles de franchir les murs de ce cimetière marin.

Gloire militaire

Sa gloire militaire a connu un tel rayonnement qu'il peut paraître superflu d'en rappeler les sommets. Mais sur les champs de bataille, elle fut partagée par les plus humbles. Tout Français doit donc en connaître et en rester le gardien.

En 1916, ce fut Verdun, la plus grande des batailles jamais disputées et remportées par les armées françaises. Le vainqueur, selon le Maréchal, en fut le Poilu. Selon Joffre, Pétain en fut le sauveur par les dispositions tactiques qu'il imposa, notamment dans le domaine de la coordination entre l'infanterie, l'artillerie et l'aviation. Mais avant tout, l'histoire a retenu la part décisive que prirent dans la victoire les qualités du chef sans lequel les combattants n'auraient pu, dix mois durant, supporter les indicibles souffrances physiques et morales qui furent les leurs.

Ce chef, Paul Valéry lui rend hommage en des termes inoubliables quand, accueillant le Maréchal sous la Coupole, le 22 février 1931, il évoque Verdun : **« Votre nom est inséparable de ce grand nom** [...] **Quelle tendresse en vous pour ces hommes dont les peines inexprimables, les fatigues, les souffrances, les mutilations, les cadavres furent la substance du salut. Le soldat peu à peu apprit à vous connaître : il trouva l'homme en vous. »**

Maquette de la statue équestre du maréchal Pétain due au sculpteur François Cogné

Un homme, c'est-à-dire une âme. Une âme qui inspira ses pensées et ses actes. C'est ainsi qu'en mai 1917, placé à la tête des armées françaises dont le moral est gravement atteint du fait des pertes subies lors de vaines offensives, son attachement à ceux qu'il commande et le respect qu'il porte à leur vie opèrent, en quelques semaines, un redressement tel qu'il avouera : **« À Verdun, j'ai arrêté l'ennemi. C'était la chose nécessaire. Mon action en 1917 a été plus importante et, si j'ai sauvé la France une fois, c'est bien à ce moment-là. »**

Le célèbre critique militaire britannique, Liddell Hart, rend le plus vibrant des hommages à cette action unique, en affirmant que **« la France n'aurait pu se passer d'un homme sans lequel elle n'aurait pas survécu à la crise de 1917. Un Foch même aurait alors, vraisemblablement, précipité sa ruine au lieu de l'arrêter »** (1).

Les batailles décisives de 1918 purent alors être préparées. La stratégie défensive décidée par Pétain lui avait permis de constituer une réserve générale de quarante divisions grâce auxquelles les armées alliées firent face aux ultimes offensives allemandes. En février 1918, en Picardie, elles se portent au secours des forces britanniques et, en juillet, elles participeront à la deuxième bataille de la Marne dont l'issue victorieuse marque le changement de pente de la guerre et ouvre aux armées le chemin de la victoire. Une victoire étroitement liée à la stratégie imposée par Pétain qui, contrairement aux élans offensifs de Foch, avait su attendre les Américains et les chars, sans oublier d'employer massivement les forces aériennes.

Magnanimité

Mais la plus noble des victoires remportées par le général Pétain est signée par son Ordre général n° 214 du 12 novembre 1918 dans lequel il s'adresse aux armées en ces termes : **« Nous allons, demain, pour mieux dicter la paix, porter nos armes jusqu'au Rhin** [...] **Vous irez plus loin, en pays allemand, occuper des territoires qui sont le gage nécessaire des justes réparations. La France a souffert dans ses campagnes ravagées, dans ses villes ruinées** [...]**. Les provinces délivrées ont eu à supporter** [...] **des outrages odieux. Mais vous ne répondrez pas aux crimes commis par des violences qui pourraient vous sembler légitimes dans l'excès de vos ressentiments. Vous resterez disciplinés, respectueux des personnes et des biens : après avoir abattu votre adversaire par les armes, vous lui en imposerez encore par la dignité de votre attitude et le monde ne saura ce qu'il doit le plus admirer de votre tenue dans le succès ou de votre héroïsme dans les combats.,** »

L'histoire rapporte que cette attitude magnanime fut celle du Grand Condé qui, à Rocroi, alors que la redoutable infanterie espagnole était vaincue, calma la fureur des siens afin d'épargner les courageux bataillons de tercios qui avaient ouvert le feu par surprise. L'honneur de pardonner le disputa ainsi à l'honneur de vaincre.

Un tel exemple s'imposait à Pétain qui aimait le citer en déclamant le texte qui figure dans la célèbre *Oraison funèbre du Prince de Condé*, prononcée par l'évêque de Meaux. Son âme de soldat et de chrétien aurait-elle pu lui indiquer une autre voie ?

Un bienfait n'est jamais perdu, enseigne la morale. Il n'est donc pas interdit de penser que les sages instructions données en 1918 à nos troupes d'occupation aient contribué, en juin 1940, à la décision allemande d'accorder à la France un armistice demandé par le Maréchal.

Un armistice sauveur

Un armistice dont ceux des historiens qui ne confondent pas l'histoire et l'idéologie et qui ne dissocient pas le devoir de mémoire du devoir de vérité reconnaissent le caractère impératif et sauveur. Car l'armistice de juin 1940 fut un acte dont la portée stratégique peut être mesurée, *a contrario*, par les conséquences qu'eût entraînées la poursuite de vains et sanglants combats : le nombre de prisonniers serait passé de deux à quatre millions ; l'Afrique du Nord, indéfendable contre les Germano-Italiens, eût été occupée dans la foulée par la Wehrmacht, privant ainsi les Alliés de la plate-forme d'où, avec la magnifique armée d'Afrique préparée par Weygand et Juin, ils partirent en 1943, à l'assaut de l'Italie, créant un troisième front dont l'ouverture marquera pour l'Allemagne hitlérienne, le commencement de la fin ; l'occupation totale du territoire métropolitain et de l'Afrique du Nord eût interdit tout refuge aux juifs qui auraient alors été traités comme leurs coreligionnaires européens dont près de 90 % furent victimes de la barbarie nazie, tandis que 90 % des 730.000 juifs vivant en France et en Afrique du Nord survécurent.

Stratégie expectante

Au lendemain de l'armistice, 569 des 666 députés et

IL Y A 150 ANS : PHILIPPE PÉTAIN

Une vie au service de la France

sénateurs réunis en Assemblée nationale confient au Maréchal la charge de l'État, exprimant ainsi la volonté de la quasi-totalité des quarante millions de Français auxquels il a fait don de sa personne.

Sa politique immédiate est de soulager les peines de ceux dont il est désormais responsable, sans oublier les prisonniers. Quant à sa stratégie, elle reste expectante, c'est-à-dire d'attente, comme elle le fut en 1917. Car il sait, et il l'a déclaré dès le 16 juin 1940 (3), que les Américains entreront un jour dans la guerre et contribueront, comme en 1918, à la défaite de l'Allemagne. Mais la situation impose une attitude défensive fondée sur le respect d'un armistice dont les avantages sont tels que l'occupant souhaite en modifier les clauses en sollicitant, dès le 16 juillet 1940, des positions stratégiques en Afrique du Nord. Cette demande est fermement rejetée par le Maréchal qui, au même moment, appuie le développement des Services spéciaux lesquels, de 1940 à 1942, arrêteront plus de trois mille espions à la solde des puissances de l'Axe, dont quarante-deux seront exécutés après le rejet par le Chef de l'État de leurs recours en grâce. Bien entendu, aucun des nombreux agents anglais ou américains, qui agissent en liaison avec nos propres services en zone libre et en Afrique du Nord, n'est inquiété.

Parallèlement, des dispositions sont prises sous les commandements successifs de Weygand et de Juin, choisis en connaissance de cause par Pétain, pour préparer l'armée d'Afrique à sa rentrée dans la guerre. C'est l'époque où Weygand, dont les farouches sentiments anti-allemands sont connus, déclare : « **Le Maréchal est plus grand que jamais** » (3).

L'événement tant attendu par le Chef de l'État survient le 8 novembre 1942, quand il apprend le débarquement allié en Afrique du Nord et manifeste sa joie devant le chargé d'affaires américain à Vichy (4). La rentrée de l'armée d'Afrique dans la guerre contre l'Allemagne intervient effectivement en Tunisie, dès le 17 novembre 1942. Elle constitue le couronnement de la stratégie expectante, tandis que le sabordage à Toulon, le 27 novembre, de la Flotte de Haute Mer prouve, de façon dramatique mais éclatante, le refus opposé à l'occupant de toute coopération militaire.

Sacrifice

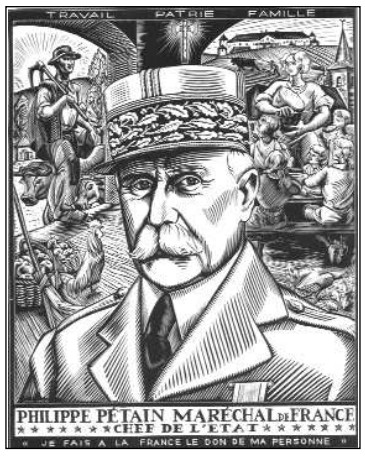
Le Chef de l'État s'est refusé à partir à Alger, car il s'était juré, dès juin 1940, de ne jamais quitter la terre de France. Mme Bernard Ménétrel, ici présente, et à laquelle nous rendons hommage, ainsi qu'à Mme Louis-Dominique Girard de Morcourt, nièce du Maréchal, Mme Ménétrel a tenu à témoigner que, le 24 décembre 1942, le Maréchal lui avait confirmé que les vœux de Noël qu'il venait d'adresser aux Français, en les invitant à porter leurs regards vers le ciel et à placer leurs espérances dans les étoiles, était bien l'image allusive du drapeau américain.

Cependant, en riposte au débarquement allié en Afrique du Nord, la Wehrmacht a envahi la zone Sud, dès le 11 novembre 1942, violant ainsi l'armistice. Prenant acte de cette situation qui met un terme à la stratégie expectante qui constituait l'axe de sa politique de défense, le Maréchal décide, par les actes constitutionnels 12 et 12 bis du 17 et du 26 novembre 1942, de laisser tout pouvoir à Pierre Laval pour promulguer les lois et décrets, à l'exception des actes constitutionnels. Mais, afin d'éviter l'intronisation par l'occupant d'un gauleiter, il demeure à son poste de Chef d'État. À ce titre, il a assorti sa délégation de pouvoir d'une instruction personnelle interdisant toute entrée en guerre, ce qui vise essentiellement la guerre contre les Alliés puisque l'armée française vient, en Afrique du Nord, de reprendre les hostilités contre l'Allemagne. En outre, le Maréchal exige, et ce sont les propres termes de son instruction, « **le respect des traditions spirituelles de la France, en protégeant de toute atteinte les convictions et coutumes religieuses ou philosophiques, l'exercice des cultes, les droits de la famille, les mouvements de la jeunesse, le respect de la personne humaine** ».

90 % de juifs sauvés

On comprend qu'une historienne israélienne (5) ait pu écrire que « **la personne humaine reste en France, pays imprégné de la culture classique, humaniste et catholique, le principal objectif de la nouvelle société que l'on souhaite reconstruire durant l'occupation** ». Ainsi est rendu hommage à la politique du Chef de l'État dont le sacrifice, selon une autre historienne juive (6), eut des effets certains et positifs sur le salut des juifs. Car, en dépit d'un statut très injuste, mais dont les dispositions d'ordre administratif ne menaçaient aucunement leur intégrité physique, les juifs bénéficièrent d'une protection qui ne put être totale face aux services allemands chargés de "la solution finale", mais qui est avérée par le fait que sur les 730.000 juifs, dont 400.000 en Afrique du Nord, vivant dans la mouvance française, 76.000 furent déportés dont 3 % seulement survécurent. C'est donc 90 % des juifs résidant en France et en Afrique du Nord qui échappèrent à la barbarie nazie, et 10 % en furent victimes. Le taux de 90 % de survivants est à comparer avec celui de 6 % qui s'applique à l'ensemble des collectivités juives d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, de Grèce, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Pologne et de Yougoslavie (7).

Il est édifiant de constater que cette arithmétique comparée est totalement occultée par les médias et que, pour comble de déni de justice, une loi votée par le Parlement unanime, et promulguée le 10 juillet 2000, a condamné l'État français pour crimes racistes et antisémites, c'est-à-dire, vu le contexte, de crime contre l'humanité.



Gravure sur bois de Jean Chièze (Le Pigeonnier, 1940)

Ce n'est ni le lieu ni le moment de faire l'exégèse d'une décision de justice prise par des parlementaires peu familiers avec l'histoire et dont l'incompétence en matière judiciaire est d'ordre constitutionnel. Observons seulement que, lors des vingt audiences du procès en Haute Cour, ni le Maréchal ni l'État français ne furent accusés de crime raciste ou antisémite, bien que des personnalités juives figurassent parmi les témoins à charge et parmi les jurés.

Résistance permanente

Selon des on-dit repris par le procureur général, le Maréchal était « **le drapeau de la Cagoule** [...] **un associé aux ordres du Führer** [...] **qui s'était montré favorable au projet des conjurés, leur avait même fourni un appui financier, en même temps que promis un appui militaire** » (8). Ces accusations infâmes sont portées contre le soldat que les Allemands avaient accusé de « **résistance permanente** » (9) avant de l'arrêter, le 20 août 1944, et de le déporter à Sigmaringen.

C'est dans le fracas de l'écroulement du Reich hitlérien que le Maréchal peut, le 21 avril 1945, prendre le chemin de la Suisse dont il refuse l'hospitalité. Il a choisi de revenir en France afin de défendre ceux qui l'ont servi et rendre compte de sa politique au peuple français. Le 23 juillet 1945, à l'ouverture de son procès, il déclare : « **C'est le peuple français qui, par ses représentants réunis en Assemblée nationale, le 10 juillet 1940, m'a confié le pouvoir. C'est à lui que je suis venu rendre des comptes** [...] **Je représente une tradition qui est celle de la civilisation française et chrétienne** [...] **J'ai passé ma vie au service de la France. Aujourd'hui, âgé de 90 ans, jeté en prison, je veux continuer à la servir, en m'adressant une nouvelle fois à elle, une dernière fois encore. Qu'elle se souvienne** [...] **J'ai mené ses armées à la victoire en 1918. Puis, alors que j'avais mérité le repos, je n'ai cessé de me consacrer à elle** [...] **Le jour le plus tragique de son histoire, c'est encore vers moi qu'elle s'est tournée** [...]. **Voudra-t-on comprendre la difficulté de gouverner dans de telles conditions ? Chaque jour, un poignard sur la gorge, j'ai lutté contre les exigences de l'ennemi** [...], **mais ma vie importe peu. J'ai fait à la France le don de ma personne. C'est à cette minute suprême que mon sacrifice ne doit plus être mis en doute** [...]**. À votre jugement répondront celui de Dieu et celui de la postérité. Ils suffiront à ma conscience et à ma mémoire. Je m'en remets à la France.** »

Les vrais responsables

Le réquisitoire du procureur général ne pouvait qu'être applaudi par les professionnels de la politique qui, dans l'entre-deux guerres, étaient restés sourds aux appels de Pétain dénonçant la montée du péril allemand. Témoins à charge, ces professionnels dont les patronymes sont connus, mais ne sont pas dignes d'être cités ici, étaient les responsables non seulement de l'impréparation du pays à la guerre, mais encore d'avoir inconsidérément ouvert les hostilités avant de s'effacer lâchement à l'heure du désastre. Avec l'Angleterre coupable d'avoir, en 1939, déclaré une guerre à laquelle elle ne pouvait participer qu'avec des forces terrestres ridicules, ils étalent et demeurent au premier rang des responsables de la défaite du printemps 1940 et des suites tragiques. Le procès en cours leur permettait de chercher une rédemption dans la condamnation à mort, pour intelligences avec l'ennemi, du Chef de l'État qui, de ce fait, était chargé des conséquences de leur licence, voire de leur trahison. Dieu leur pardonne.

Un martyr

Dieu, d i e u. C'est ainsi que le Maréchal orthographie le nom de l'île où, sa condamnation à mort ayant été commuée en détention perpétuelle, il débarque le 15 novembre 1945, dans sa 90e année. C'est dans la citadelle de Pierre-Levée qu'il va, durant près de six ans, vivre le dernier acte de son existence.

« **Voilà une existence extraordinaire,** écrit Paul Valéry. **S'il y aura un Plutarque français pour écrire les vies de nos hommes illustres, celle-ci lui proposera un thème prodigieux : la tâche la plus lourde, la plus incertaine, la plus troublante, la plus douloureuse ainsi reportée à l'extrême de l'âge, acceptée dans les conditions les plus difficiles et parfois les plus pénibles, consistant à sauver l'ordre, l'honneur, le moral de la nation au milieu du désarroi et de la dissolution générale. Quels états de service !** »

Cet hommage a des accents prophétiques, car lorsque Valéry le publie, en juin 1942, il ne peut savoir que les états de service qu'il évoque seront couronnés par l'élévation de l'illustre soldat au rang de martyr. Un martyr dont la mort chrétienne fut précédée d'une profession de foi « **La France, je n'ai jamais aimé qu'elle** ». Un martyr qui ne proférera jamais la moindre plainte, car, avait-il dit, « **un Maréchal de France ne demande de grâce à personne** ». Il avait simplement confié son honneur à ses défenseurs dont nous sommes tous, ici, les héritiers. Outre sa réhabilitation, il avait demandé d'être inhumé à Douaumont auprès de ses soldats qu'il avait tant aimés. « **J'ai confiance en vous,** avait-il dit à Jacques Isorni et à Jean Lemaire**. Je vous ai confié une mission. Ne l'oubliez jamais !** »

Non, Monsieur le Maréchal, nous n'oublierons jamais. Car le tombeau des soldats demeure le cœur des vivants. Un jour de ce nouveau siècle, un navire cinglera de Port-Joinville vers le continent, emportant votre corps vers Douaumont où votre âme n'a jamais quitté celles de vos Poilus. Vos Poilus, ce sont les aïeux de ces enfants qui vont maintenant répandre autour de votre tombe la terre des Hauts de Meuse, la terre de Verdun, la terre dont le nom est indissociable du vôtre, une terre orpheline, qui vous appelle et vous attend.

Général (c.r.)
Jacques LE GROIGNEC

(1) Liddell Hart : **Réputations**
(2) Pétain à Albert Rivaud. Cité par François-Georges Dreyfus, dans **Histoire de Vichy***, p.163.*
(3) **Carnets du pasteur Boegner***, éditions Fayard, p. 175.*
(4) **Foreign relations of the United States***, 1942, volume II, pp. 430-432.*
(5) Limore Yagil : **L'homme nouveau et la Révolution nationale de Vichy***, (1940-1944).*
(6) Annie Kriegel : **Ce que j'ai cru comprendre***, éditions Robert Laffont, p. 172.*
(7) Raul Hilberg : **La destruction des Juifs d'Europe***, édition de Poche, p. 903.*
(8) **J.O. du procès du maréchal Pétain***, pp. 7 et 8.*
(9) Von Ribentrop : **Lettre adressée au Maréchal***, le 29 novembre 1943. Extrait dans* **Pétain, Face à l'Histoire***, Nouvelles Éditions Latines, p. 205.*

IL Y A 150 ANS : PHILIPPE PÉTAIN

Maurras et le Maréchal

par Pierre PUJO

Quand il envisageait le processus de rétablissement de la monarchie, Charles Maurras faisait intervenir "le général Monk", c'est-à-dire un militaire qui jouerait le rôle de celui qui avait restauré la dynastie des Stuart en Angleterre au XVIIe siècle après la dictature de Cromwell. Le maréchal Pétain n'avait jamais été considéré par Maurras comme un "Monk" possible, même s'il était devenu son confrère à l'Académie française en 1938.

Le balcon de L'Action Française *à Lyon lors du passage du maréchal Pétain en 1942.*

Après une glorieuse carrière militaire, Philippe Pétain était resté républicain. Il avait été ministre de la Guerre durant quelques mois dans le gouvernement Doumergue constitué après le 6 février 1934. En 1939, il avait été envoyé comme ambassadeur en Espagne après la victoire de Franco sur les Rouges. Il avait ainsi contribué à rétablir des relations cordiales avec notre voisine d'outre-Pyrénées.

Le bouclier des Français

Si l'Action française soutient le maréchal Pétain appelé au pouvoir en juin 1940 dans des conditions dramatiques, c'est parce que les circonstances le désignent comme le plus à même de défendre les intérêts français face à l'Allemagne victorieuse, tandis que l'Angleterre a lâché la France. Maurras invite les Français à lui faire pleinement confiance, à soutenir son action, à participer à l'œuvre de rénovation nationale qu'il entreprend par delà les vieux clivages partisans qui divisent le monde politique.

Cependant, à Vichy où le gouvernement s'est installé, en zone libre – les deux-tiers de la France étant occupés par l'envahisseur – une tendance favorable à une collaboration étroite avec l'Allemagne se manifeste. L'Action française ne tarde par à dénoncer ceux qui 1) veulent instaurer un parti unique, à l'image des régimes fascistes répandus alors en Europe ; ce parti n'eût pas manqué de tomber sous l'influence de l'Occupant, 2) cherchent à entraîner la France dans une guerre contre l'Angleterre et tirent notamment argument de l'agression de la flotte française par la marine anglaise à Mers-el-Kébir le 3 juillet 1940.

Pour contrer la tendance progermanique, influente notamment dans l'entourage du président du Conseil Pierre Laval, Charles Maurras et Maurice Pujo se rendent plusieurs fois à Vichy durant l'été 1940. Ils rencontrent le Maréchal ainsi que le général Weygand. L'Action française sera considérée comme à l'origine du renvoi de Pierre Laval le 13 décembre suivant.

Les rencontres entre le Maréchal et Maurras durant le reste de l'Occupation seront rares. Elles se comptent sur les doigts d'une main. Pourtant Maurras est de ceux qui auront le mieux compris l'action du chef de l'État français. Il exista entre eux jusqu'au bout une grande communion de pensée.

"La seule France"

La ligne suivie par l'A.F. est alors définie par les formules de « **la seule France** » et de « **la ligne de crête** ». Elle rejoint la politique du Maréchal. Elle comporte d'abord le refus d'une collaboration active avec l'Allemagne. Entre la France et l'Allemagne il ne convient pas de dépasser les relations obligées d'État à État qui résultent de la présence de l'occupant sur le sol français.

Le Maréchal et Maurras seront l'un et l'autre vilipendés par la presse de Paris, inféodée aux Allemands, qui leur reprochera de ne pas vouloir entrer dans la « **nouvelle Europe** » conçue par les nazis et de pratiquer « **l'attentisme** ».

Par ailleurs, l'A.F. condamne le parti gaulliste qui brise l'unité française. Les collaborationnistes et les gaullistes affaiblissent le Maréchal dans ses négociations avec les autorités allemandes.

Le 8 mai 1943, le Maréchal décerne la francisque à Maurras; Il lui envoie le recueil de ses messages avec cette dédicace « **À Charles Maurras, le plus français des Français** ».

Maurras restera fidèle jusqu'au bout au Maréchal qui, malgré une liberté d'action de plus en plus réduite demeure un bouclier pour les Français face à l'occupant. L'A.F. n'approuve pas pour autant – loin de là – toutes les initiatives prises par les ministres du gouvernement de Vichy.

Le 24 janvier 1945, lorsque Maurras comparaît devant la Cour de justice du Rhône sous l'accusation d'"intelligence avec l'ennemi" (!) il arbore la francisque au revers de son veston. Suprême défi lancé aux épurateurs et à la Révolution triomphante.

■

La vie n'est pas neutre...

par Michel FROMENTOUX

L'on peut diverger sur certains points de la politique de Vichy. Il n'en reste pas moins qu'il faut être de mauvaise foi pour ne pas reconnaître la noble volonté du Maréchal de donner à la France les moyens les plus sûrs de demeurer ferme dans son malheur et d'ainsi recouvrer son âme ancestrale. L'on doit admirer avec André Figueras ce « **pari prodigieux** » du vieux soldat, désireux de « **reconstituer un ordre français salutaire et fraternel, débarrassé de la politique niaise et basse et n'ayant pour intention que la grandeur et le bonheur de la France** ». (1)

En relisant les messages du Maréchal...

Il était certes difficile d'entreprendre une telle politique avec l'occupant sur le dos et en risquant d'être incompris de ceux qui refusaient de reconnaître leur responsabilité et celle des institutions dans la défaite. « **Nous devons, tragiquement,** déclarait le Maréchal le 11 octobre 1940, **réaliser dans la défaite la révolution que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons même pas su concevoir.** »

Travail, Famille, Patrie

Les "grands esprits" d'aujourd'hui peuvent se moquer tant et plus de la devise Travail-Famille-Patrie ; ils ne font que révéler leur mentalité suicidaire. Que l'union dans le respect du travail, de la famille et de la patrie soit ce qu'il y a de plus solide pour rebâtir une société forte et prospère, saint Éloi (588-660) l'avait déjà affirmé au temps du roi Dagobert – ce qui prouve que la devise est plus enracinée dans notre histoire que la trilogie désincarnée Liberté-Égalité-Fraternité ! Rappelons-nous l'enthousiasme soulevé le 31 mai 1980 à Saint-Denis, banlieue pourtant assez rouge, par le pape Jean-Paul II déclarant que « **les droits de la famille doivent être profondément inscrits dans les fondements mêmes de tout code du travail** » et ajoutant : « **Il est faux de dire que le travailleur n'a pas de patrie.** »

Le Maréchal prit les mesures qui s'imposaient : politique nataliste, interdiction de l'avortement, le divorce rendu plus difficile, aides aux familles nombreuses, multiples œuvres de jeunesse... Lui, le chef d'État le plus souvent photographié avec des enfants au cours de ses voyages où il allait réconforter les Français, institua officiellement la Fête des Mères le 25 mai 1941. En fait la IVe République allait non seulement relancer cette fête annuelle en 1950, mais poursuivre la politique familiale. Bel élan hélas coupé vers 1960-1970 avec l'avènement de la société abortive et permissive... Aucun homme politique n'a aujourd'hui le courage de dire comme le Maréchal en 1941 : « **Un pays stérile est un pays mortellement atteint dans son existence. Pour que la France vive, il faut des foyers.** »

La communauté

En fin de compte, tout le mal venait de l'individualisme depuis si longtemps encouragé. Dès 1940, posant les principes d'une restauration de l'école, le chef de l'État français déclarait : « **La vérité est que l'individu n'existe que par la famille, la société, la patrie dont il reçoit, avec la vie, tous les moyens de vivre** [...] **Les époques où l'individualisme a fait loi sont celles qui comptent le moins d'individualités véritables.** » Il suffit de considérer ce début de XXIe siècle... La suite reste à méditer : « [L'école] **ne prétendra plus à la neutralité. La vie n'est pas neutre ; elle consiste à prendre parti hardiment. Il n'y a pas de neutralité possible entre le vrai et le faux, entre le bien et le mal, entre la santé et la maladie, entre l'ordre et le désordre, entre la France et l'anti-France.** » Relire ces propos dans notre France ramollie par le subjectivisme fait réfléchir... Le Maréchal recommandait, lui, le respect de la religion « **que la France professe depuis les origines de son existence nationale** *(Principes de la Communauté)* (2)

Le Maréchal à la rencontre des enfants

Le plus urgent était alors de rétablir l'individu « **juché sur ses droits** » dans la réalité vivante de ses communautés naturelles (famille, profession, commune, province, nation), là où se fondent à la fois « **l'autorité positive** » et « **la vraie liberté** » (8 juillet 1941). D'où la nécessité d'instaurer un État « **hiérarchique et autoritaire, fondé sur la responsabilité et le commandement s'exerçant de haut en bas, à tous les échelons de la hiérarchie.** »

La profession

Pour le Maréchal, la nation était essentiellement la communauté de destin. Il savait combien, dans leur malheur, les Français pouvaient sentir qu'il n'y avait pas de destin individuel, qu'ils ne vivaient que par la France. Il le leur rappelait avec délicatesse, comme un père, n'hésitant pas à faire appel à l'esprit de sacrifice : « **Ne croyez pas qu'un pays puisse se sauver sans l'effort de chacun** [...] **Restez dignes dans le malheur** [...] **Soyez toujours des exemples de loyauté, de fierté et d'honneur. Vous deviendrez un symbole** » (message de Noël 1942). Être un "symbole" : n'aurions-nous pas aujourd'hui encore tout intérêt à y tendre au lieu de nous contenter de déplorer la débâcle de la civilisation ?

Dans le même esprit, le Maréchal s'efforça d'établir une représentation nationale, qui fût « **celle des forces vives du pays** » dans ses cadres traditionnels et non « **d'une poussière inorganique d'individus** », de même qu'il voulut organiser la profession « **sur une base corporative où tous les éléments d'une entreprise puissent se rencontrer** » *(Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1940) en vue « **d'unir les classes au lieu de les opposer** (Noël 1942), le tout accompagné d'une volonté de briser « **les trusts et leur pouvoir de corruption** » (11 octobre 1940) et d'empêcher le libéralisme d'aboutir à des violences. Aujourd'hui où sévissent les délocalisations et où la "communication" passe si mal entre les acteurs de la vie sociale et entre les générations et où revendiquer est devenu une manie, ce langage est-il "dépassé" ?

Ces principes de sagesse, que ne pouvait qu'apprécier Maurras, même si la question du régime ne se posait pas en temps de guerre, n'ont pas pu porter leurs fruits et beaucoup, dans les allées mêmes de Vichy, firent tout pour les détourner. N'empêche que les méthodes qui avaient conduit au désastre réapparurent après la Libération. Philippe Pétain nous avait avertis ; elles ne pouvaient rendre à la France sa grandeur...

■

(1) André Figueras : **Philippe Pétain devant l'Histoire et la Patrie.** ***Éd. de l'Orme Rond, 1985. Disponible à nos bureaux.***

(2) Jacques Ploncard d'Assac : **Doctrines du nationalisme.** ***Éd. de Chiré, 1978.***

IL Y A 150 ANS : PHILIPPE PÉTAIN

Montoire ou la ruse du Maréchal

par Philippe PRÉVOST

Montoire a fait couler beaucoup d'encre. Les défenseurs du Maréchal ont vu dans cet événement un « **Verdun diplomatique** ». Pour ses ennemis, la fameuse poignée de mains symbolise au contraire la politique de collaboration avec l'occupant c'est-à-dire l'alignement du vaincu sur le vainqueur, toute honte bue. Qu'en est-il réellement. ?

Trois actes qui montrent que le Maréchal était un grand politique.

Il y a un fait indiscutable sur lequel tout le monde s'accorde : le Maréchal fut demandeur de cette rencontre avec Hitler, mais pourquoi ? C'est à partir de là que les interprétations divergent.

Les apparences

D'après le compte rendu officiel rédigé par Schmidt, après les politesses d'usage, le Maréchal attaqua en termes très durs l'Angleterre qui, aidée par De Gaulle, essayait de s'emparer de nos territoires africains, comme on l'avait vu encore récemment à Dakar. Selon Schmidt, le Maréchal aurait fait une proposition : « **Puisque le Fürher avait fait l'honneur à la France de parler de collaboration, il y avait peut-être un terrain sur lequel elle pouvait être mise en pratique entre les deux pays. Sans vouloir entrer dans les détails, il pouvait assurer, quant à lui, que tout ce qui dépendait de lui serait fait pour assurer l'emprise de la France sur ses territoires coloniaux.** »

À cette proposition audacieuse qui aurait pu nous entraîner très loin, le Führer se garda bien de répondre positivement. Il s'évada dans des généralités, en rappelant, par exemple, que c'était la France et non l'Allemagne qui avait déclaré la guerre, ce qui était exact, mais totalement hors sujet, à tel point qu'à la fin Laval crut bon de revenir sur la proposition du Maréchal, sans plus de succès. Comment expliquer ce double échec ?

Le contexte international

Il ne faut pas oublier que le Maréchal savait qu'en juin 1940, le gouvernement anglais avait été aussi divisé que le gouvernement français. Alors que Churchill, comme Paul Reynaud, voulait continuer la guerre, Lord Halifax, secrétaire d'État au Foreign Office et la majorité du parti conservateur auraient voulu traiter avec l'Allemagne. Le 3 juillet, Cambon, chargé d'affaires de France à Londres, rapporte à Baudouin, ministre des Affaires étrangères, que des bruits de négociations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne couraient dans les ambassades des pays balkaniques.

Le 25 septembre, Sawada, ambassadeur du Japon, affirme à Baudouin que des « **négociations se poursuiv**[ent] **entre l'Angleterre et l'Allemagne à la recherche d'éléments pour une paix de compromis. Mais ces bases d'accord n'ont pas été trouvées jusqu'ici : "C'est un danger, me dit-il, que vous ne devez pas sous-estimer".** »

Ce renseignement capital était très inquiétant car, comme l'avait laissé entendre l'ambassadeur nippon, si cet accord aboutissait, cela ne pourrait se faire qu'au détriment de la France et plus particulièrement de ses possessions africaines, ce qui jetait un jour cru sur l'attaque de Dakar : appuyée par De Gaulle l'Angleterre n'était-elle pas en train de s'approprier des gages en vue d'un marchandage global avec l'Allemagne ?

La gare de Montoire

Ces craintes, dit Baudouin, furent confirmées le 16 octobre par « **le ministre de Suède qui me met au courant des tentatives faites ces derniers temps à Stockholm par l'Allemagne pour accrocher une négociation de paix** ».

Ainsi, par divers canaux arrivaient des renseignements très inquiétants sur des négociations anglo-allemandes. Comment savoir la vérité ?

Le jeu du Maréchal

Pour la connaître le chef de l'État imagina de proposer une alliance à Hitler pour la reconquête des colonies passées sous le contrôle des Anglais et des gaullistes en Afrique. Normalement Hitler aurait dû accepter cette offre inespérée qui lui permettait d'opposer la France à son ancienne alliée, sauf si des négociations sérieuses étaient engagées entre les deux pays, ou tout au moins, sauf s'il avait l'espérance qu'elles le soient. C'est ce qui s'est passé. En face de cette proposition si alléchante mais mal venue à l'époque, Hitler se réfugia dans des généralités. Le Maréchal avait donc la réponse à la question qu'il se posait : il existait bien des négociations ou tout au moins des tentatives de négociations entre l'Allemagne et l'Angleterre et c'est pourquoi la Führer ne voulait pas les compromettre par une question aussi subalterne à ses yeux que celle du Tchad.

Que sqe serait-il passé si Hitler avait saisi la perche tendue par le Maréchal ? Ce qui est arrivé trois semaines plus tard. Lorsqu'Hitler revenu de ses espoirs d'une paix prochaine, voulut encourager les Français à reconquérir le Tchad, Huntziger répondit qu'il lui fallait un délai d'un an avant de pouvoir envisager une action quelconque contre la colonie dissidente. C'était une fin polie de non-recevoir. Le projet de collaboration outre-mer n'eut jamais de commencement d'exécution.

Mais alors pourquoi le Maréchal officialisa-t-il cette prétendue politique de collaboration par son célèbre discours du 30 octobre 1940 dans lequel il annonçait qu'il « **entr**[ait] **aujourd'hui dans la voie de la collaboration** », discours qui lui a été par la suite si souvent reproché, alors qu'il s'agissait en réalité d'un avertissement à l'Angleterre qu'on peut résumer ainsi : "Je connais de source sûre maintenant votre double jeu. À Londres vous prétendez résister mais en réalité vous êtes prêts à pactiser avec le IIIe Reich. Par conséquent, si vous vous entendez avec Hitler sur notre dos, nous sommes capables d'en faire autant".

Ainsi, en cette fin du mois d'octobre 1940, s'est jouée une partie décisive puisque le 23 Hitler rencontra Franco qui, prévenu par le Maréchal, présenta de telles exigences qu'il rendit impossible l'opération *Félix* ; le lendemain le Führer tombait dans le piège tendu par le Maréchal, le 30 les Anglais étaient clairement prévenus que leur double jeu était découvert. Voilà trois actes qui montraient que le Maréchal était un grand politique, ce qui aurait dû assurer au vainqueur de Verdun la reconnaissance des Alliés après la guerre si le sectarisme de De Gaulle et des communistes alliés d'Hitler jusqu'en juin 1941, n'y avait fait obstacle.

■

**** Lire Philippe Prévost :*** **Le temps des compromis – Mai-décembre 1940*, C.E.C. Paris 2005, 210 p., 15 euros. En vente à nos bureaux.***

TROIS LIVRES SUR LE MARÉCHAL

par Grégoire DUBOST

*Quoi qu'en disent les mauvaises langues, les historiens ne sont pas des manipulateurs instruisant toujours à charge. « **Je conteste que l'histoire soit un procès, et l'historien un juge** », indique Marc Ferro en introduction de son* Pétain*. Force est de constater, cependant, que les clichés médiatiques, soutenus par les passions et entretenus par des manuels scolaires trop simplistes, véhiculent une image souvent caricaturale du passé.*

Pour en avoir une vision plus juste, il faut lire ! Parmi toutes les biographies consacrées au maréchal Pétain, en voici trois, dont les approches complémentaires aideront le lecteur à se faire sa propre opinion.

« Gloire et sacrifice »

La première retrace la vie du Maréchal depuis sa naissance à Cauchy-à-la-Tour, jusqu'à sa mort à l'île d'Yeu. Le général Le Groignec peint le portrait d'un homme enraciné, un soldat habité par l'amour du sol et le souvenir des poilus.

Abordant la période de l'Occupation, l'auteur rapporte notamment des conversations entre le chef de l'État français et les représentants des gouvernements canadien et américain. Il rappelle que des négociations ont été menées en son nom avec l'Angleterre, et souligne sa sympathie pour les États-Unis. Ce plaidoyer éclaire l'action de Pétain sous un jour bien différent de celui des archives étudiées par Robert Paxton dans sa France de Vichy*, par exemple : on découvre un personnage qui juge la victoire alliée lointaine, mais qui l'espère avec ferveur.*

Le soldat

*Spécialiste de la Grande Guerre, Guy Pedroncini s'est intéressé au parcours de Pétain jusqu'en 1940. Revenant sur la bataille de Verdun, l'historien salue la compréhension par le vainqueur de la guerre psychologique et des exigences nouvelles du conflit. Il explique comment, devenu commandant en chef, il est parvenu à résoudre la crise du moral en 1917 : sans recourir « **à une répression étendue** », il a « **reconquis les cœurs et recréé l'espoir par des offensives à objectifs limités** ». L'auteur insiste en outre sur la volonté du général Pétain de sauvegarder les intérêts français dans les négociations futures de paix, et sur son hostilité à la signature d'un armistice prématuré.*

*La partie la plus surprenante de l'ouvrage est sans doute celle qui présente le Maréchal comme un pionnier des armes nouvelles, plaidant dès 1919 pour une force blindée de 7 000 chars et, en 1932, pour une force de frappe aérienne. Ce discours, prononcé par Pétain le 6 avril 1935 à l'École de guerre, apparaît à bien des égards prophétique : « **Il est nécessaire de tenir le plus grand compte des perspectives ouvertes par l'engin automobile et par l'avion. [...] Les unités mécanisées sont capables de donner aux opérations un rythme et une amplitude inconnus jusqu'ici. L'avion en portant la destruction jusqu'aux centres vitaux les plus éloignés fait éclater le cadre de la bataille. [...] On peut même se demander si l'avion ne dictera pas sa loi dans les conflits à venir.** »*

*Guy Pedroncini conclut sur l'armistice de 1940. Ce fut selon lui « **une décision stratégique dont les passions ont voulu faire une décision politique** ». Voilà qui devrait nous inciter à relire Vichy à la lumière de Verdun.*

Vichy

*La biographie de Marc Ferro commence là où s'arrête la précédente. L'auteur s'en explique : « **C'est à partir de 1940 que s'est nouée entre Pétain et la France cette relation incommunicable qui partage encore aujourd'hui les Français.** » On lui reconnaît d'ailleurs un certain talent pour retranscrire ce lien si particulier. Évoquant l'Armistice, il écrit par exemple : « **Pour les Français de la déroute, un miracle avait eu lieu. [...] Ce que n'avaient pu accomplir ni la ligne Maginot, ni l'armée, ni l'aviation, Pétain y était parvenu. [...] Non seulement les Allemands avaient arrêté leur marche en avant, mais, seul, par sa voix chevrotante, il les avait fait reculer...** »*

L'historien, familier des plateaux de télévision, nous livre une étude certes critique, mais caractérisée par un souci manifeste d'objectivité. Dans son livre, il donne régulièrement la parole aux acteurs de l'histoire, proposant un récit vivant où il s'efforce d'évaluer, pour chaque événement, le rôle joué par Pétain. On pourra discuter certaines interprétations, on ne partagera pas toujours les opinions qu'il s'autorise à émettre de temps en temps, mais on se félicitera de disposer grâce à lui d'une étude à la fois "scientifique" et nuancée.

■

*** Général Le Groignec :** ***Pétain, gloire et sacrifice*****, Nouvelles éditions latines, 1991, 331 p., 23 euros.**

*** Guy Pedroncini :** ***Pétain, le soldat*****, Perrin, 1999, 527 p., 25,76 euros.**

*** Marc Ferro :** ***Pétain*****, Hachette Littérature, coll. Pluriel, 1993, 789 p., 12,30 euros.**

La fable et la farce

par
le général de corps aérien (CR)
Jacques LE GROIGNEC

« Au commencement était la fable, écrit Valéry, **car ce qui fut est esprit, et n'a de propriétés qui ne soient de l'esprit.**

Donc, si tu imagines remonter vers le "commencement", tu ne peux l'imaginer qu'en te dépouillant, à chaque recul un peu plus, de ce que tu sais par expérience, ou du moins par des témoignages qui se font de plus en plus rares. Et tu es obligé, pour concevoir ces tableaux de plus en plus éloignés, de les compléter de plus en plus par ta production propre de personnages, d'événements et de théâtres.

À la limite, il n'y a plus que *toi.* C'est tout *du toi*, fable pure. » (1)

Ce processus qui consiste à meubler le passé de personnages et d'événements fabuleux, afin de ramener tout à soi, est typiquement gaullien. La première des deux parties d'un film sur *Le grand Charles*, concocté par Benjamin Stora, interprété par Jacques Farcy, et télévisé le 27 mars 2006 sur *France 2*, en est le parfait exemple.

Son thème porte essentiellement sur les péripéties d'ordre politique qui précédèrent et accompagnèrent le 18 juin 1940. Parmi les protagonistes, figurent, bien entendu, Paul Reynaud, Winston Churchill, Charles De Gaulle ainsi qu'un certain nombre de deuxièmes couteaux. Mais, dans la distribution des rôles, le maréchal Pétain est absent. Si incroyable que cela puisse être, l'on ne le voit ni ne l'entend jamais. Ce qui évite d'évoquer et d'opposer d'une part la stratégie qui fut la sienne en négociant un armistice, d'autre part l'appel dit du 18 juin lancé par Charles De Gaulle, invitant les Français se trouvant en Angleterre à le rallier afin de poursuivre la lutte armée.

Un seul défenseur de la France ?

Ainsi, parodiant Valéry, l'occultation d'un fait historique majeur au profit du Grand Charles perpétue la fable selon laquelle, le 18 juin 1940, il n'y avait plus que *lui* pour défendre la France.

La réalité est tout autre, car la présence et l'action du Maréchal au sein du gouvernement, au cours des journées tragiques du solstice de juin 1940, furent décisives pour le salut des Français et la cause alliée.

Face au désastre de Sedan et de Dunkerque, Paul Reynaud, président du Conseil, a fait appel à Pétain, alors ambassadeur en Espagne. Il s'en explique dans son allocution du 17 mai : « **Le vainqueur de Verdun, celui grâce à qui les assaillants n'ont pas passé, celui grâce à qui le moral de l'armée française en 1917 s'est ressaisi, le maréchal Pétain est revenu ce matin de Madrid où il a rendu tant de services à la France. Il est désormais à mes côtés comme ministre d'État, vice-président du Conseil, mettant toute sa sagesse et sa force au service du pays. Il y restera jusqu'à la victoire** » (2).

Weygand, commandant en chef des forces françaises au Proche-Orient, a été également appelé par Reynaud afin de remplacer Gamelin, le 20 mai 1940, au poste de généralissime. À l'instar de Pétain, il n'a pas le privilège de paraître dans la première partie de l'opérette du *Grand Charles*. Ce qui permet d'occulter le fait qu'en sa qualité de commandant en chef des armées françaises, et en communion avec Pétain, il rejette le 15 juin la honteuse capitulation que Reynaud veut lui imposer. Les frêles épaules de ce dernier ne lui permettent pas de faire face à ses responsabilités. Il démissionne le 16 et demande au président de la République, Albert Lebrun, de nommer le Maréchal à sa place, tandis que son sous-secrétaire d'Ètat à la Défense nationale, Charles De Gaulle, se prépare, ainsi que sa famille, à passer en Angleterre.

Dès son investiture, et afin de contenir le plus vite et le plus loin possibles, le flot de la Wehmacht qui déferle sur la France, Pétain engage avec l'Allemagne et l'Italie des négociations qui aboutissent respectivement le 22 et le 24 juin à la signature de deux conventions d'armistice qui prennent effet le 25 juin 1940 à 0 h 35.

L'occultation de ces conventions et de leurs clauses réduit le scénario du *Grand Charles* aux seuls actes et déclarations de Charles De Gaulle qui, avec l'habileté que l'on sait, a édifié le socle de sa renommée sur son refus d'un armistice qu'il baptisait capitulation, conformément aux termes du faux appel du 18 juin, publié et dénoncé par *L'Action Française 2000* (3). Or, la nécessité et la portée stratégique de l'armistice franco-allemand du 22 juin 1940 sont, aujourd'hui, unanimement reconnues.

La vérité sur l'armistice

À ce sujet, Henri Amouroux déclare : « **Le gaullisme a imposé l'idée qu'il ne fallait pas signer cet armistice et que Vichy était illégitime. C'est fabuleux ! Mais ce n'est pas sérieux** » (4). Et il écrit : « **Aujourd'hui, la nécessité de l'armistice n'est pratiquement pas remise en cause, ce qui bouleverserait De Gaulle** » (5).

Hervé Couteau-Bégarie opine dans le même sens : « **On peut dire que la question est tranchée, même s'il y a encore un combat d'arrière-garde. Récemment, il y a eu une discussion entre un général, qui maintenait qu'on pouvait continuer la guerre en Afrique du Nord, et un groupe d'historiens. Le groupe d'historiens, toutes tendances confondues, et Dieu sait que les tendances représentées en son sein étaient assez diverses, a été unanime pour dire que, d'un point de vue technique, la cause était entendue** » (6). Churchill lui-même reconnaît que « **Hitler a commis une faute en accordant l'armistice. Il aurait dû aller en Afrique du Nord, s'en emparer et poursuivre sur l'Égypte. Nous aurions eu alors une tâche bien difficile** » (7).

Ce jugement est corroboré par celui de Keitel qui, lors du procès

Bernard Farcy dans le rôle du "grand Charles"

de Nuremberg, déclara : « **L'Histoire eût été différente si nous avions pris Gibraltar et si le Führer n'avait pas laissé à la France sa marine, ses troupes coloniales et son Empire** » (8).

En fait, Hitler a compris très vite la faute qu'il avait faite en accordant un armistice qui interdisait à la Lufwaffe d'opérer en Méditerranée à partir des territoires du Maghreb. Il pense rattraper son erreur par un ultimatum du 16 juillet 1940 réclamant l'usage de huit bases aériennes au Maroc, de la voie ferrée Rabat-Tunis, et de facilités portuaires. Par sa réponse du 18 juillet, le Maréchal rejette les exigences allemandes et prou*ve,* on ne peut plus clairement, qu'il entend s'en tenir aux dispositions de la convention d'armistice et refuser toute coopération d'ordre militaire (9).

Liberté de manœuvre

Le cadre limité de cet article ne permet pas de développer une question qui est remarquablement résumée par l'historien allemand, Elmar Krautkramer, lequel rend hommage à la stratégie du Maréchal : « **Le combat mené par la France et la façon dont elle s'est relevée de sa défaite n'a pas commencé avec l'appel du 18 juin, mais tout a débuté – et peut-être avec plus d'efficacité – avec l'armistice de Rethondes et l'utilisation de l'espace libre et de la liberté de manœuvre qui était laissée à la France. C'est dans cet espace libre, et spécialement dans les vastes étendues d'Afrique du Nord, que l'on vit se réaliser peu à peu les conditions qui allaient permettre à la France de prendre place pour finir parmi les nations victorieuses** » (10).

On comprend qu'un tel jugement ne pouvait inspirer l'opérette du *Grand Charles* dans laquelle, par l'escamotage du Maréchal, la fable et la force se conjuguent au midi de la pensée gaullienne.

■

(1) Paul Valéry :* Œuvres*. Pléiade, tome 1, p. 394.
(2) G. Pédroncini :* Pétain – La victoire perdue, *éditions Perrin, 1995, p. 254.
(3)* L'Action Française 2000*, 3 février 2000, p. 14.
(4) Henri Amouroux :* Interview dans Valeurs actuelles, *13 décembre 1993.
(5) idem :* La page n'est pas encore tournée. *éditions Robert Laffont, p. 12.
***(6) Hervé Couteau-Bégarie :* Entretien avec Pierre Chaunu.** Radio Courtoisie, *le 20 octobre 1992.*
***(7) Winston Churchill :* Entretien avec le général Georges, *rapporté par celui-ci lors du procès du Maréchal (*J.O. p. 167).**
(8) Keitel : cité par Benoist-Méchin dans* 60 jours qui ébranlèrent l'Occident, *tome 3, p. 261.
(9) Jacques le Groignec :* Réplique aux diffamateurs de la France. *Nouvelles Éditions latines, à paraître en mai 2006.
***(10) E. Krautkramer :* Vichy 1940–Alger 1942.**

Deux disparitions

Pierre Monnier

L'écrivain Pierre Monnier s'est éteint le 27 mars dernier à Nice, dans sa quatre-vingt-quinzième année. Dans les années 1930, il milita dans les rangs des Étudiants d'Action française et devint en 1937 le secrétaire de rédaction de *L'Insurgé*, brûlot nationaliste hebdomadaire dirigé par Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence.

Sur cette époque il a laissé un incontournable livre de souvenirs intitulé *A l'ombre des grandes têtes molles* (La Table Ronde, 1987). Après avoir trempé dans la Cagoule, il sera pendant la guerre l'un des cadres des "Centres d'apprentissage", ancêtres de nos LEP (1). Il y croisera nombre d'anciens camarades d'A.F dont François Sentein qui l'évoque dans ses *Minutes*.

À la Libération Pierre Monnier devînt dessinateur de presse. À l'occasion d'un voyage au Danemark, en 1948, il rencontre Céline. L'auteur du *Voyage au bout de la nuit* lui écrira plus de trois cents lettres. Devenu éditeur, Monnier se démènera pour réhabiliter Céline et publiera notamment son *Casse-pipe*. Ces rapports inspireront à Monnier un livre cher aux céliniens, *Ferdinand furieux* (L'Âge d'Homme, 1979).

Enfin, il était devenu aux côtés des regrettés Alphonse Boudard et A.D.G. une figure emblématique de la bande de la "Tour de Montlhéry" ainsi nommée en référence du restaurant des Halles où se réunissait cette joyeuse bande d'anarchistes de droite.

Pierre LAFARGE

(1) : Sur le sujet, lire le livre de Cyril Le Tallec :* La naissance des centres de formation professionnelle 1940-1945*. Éd. L'Harmattan, 2004.

Jean Mabire

Jean Mabire est mort au soir du 29 mars dernier, emporté par le cancer contre lequel il luttait depuis presque dix ans. Il venait de fêter ses 79 ans.

Malgré tout ce qui pouvait paraître nous séparer, il avait été pour moi, depuis notre première rencontre, un ami comme il n'est pas donné d'en mériter souvent.

Les esprits superficiels l'avaient catalogué sans retour, lui reprochant sa collaboration à *National Hebdo*, ses ouvrages historiques consacrés à la Waffen SS, son attachement aux dieux du panthéon nordique. Comment auraient-ils pu savoir quel homme se cachait derrière tout cela ?

Historien militaire scrupuleux, – ses détracteurs eussent dû, s'ils avaient été de bonne foi, constater que ses études sur les unités britanniques ou américaines étaient au moins aussi nombreuses que celles traitant de l'armée allemande, et tout aussi équitables, voire admiratives – Jean était aussi, et d'abord, un grand critique littéraire.

Biographe de Drieu la Rochelle, il se consacrait, chaque semaine, à la mise en valeur des figures de la littérature mondiale des XIXe et XXe siècles, dont il possédait une connaissance phénoménale, ayant le talent de se faire découvreur de personnages oubliés ou méconnus, mais toujours prodigieux. L'un de ses soucis était de mettre en évidence, chez ces écrivains, les engagements militants, de tous bords car nul n'était moins manichéen, et l'enracinement dans leur province.

Normand assumé, bien qu'il ait été ravi, voilà quelques années, de se découvrir une trisaïeule kabyle inattendue, il défendait son duché bien-aimé comme l'eût fait le duc Guillaume, et portait une égale tendresse à Charlotte Corday et à Jean de La Varende. Eu étant en Normandie, il inclinait, par ce biais, à une sympathie discrète envers ses châtelains, et parlait de Madame la comtesse de Paris, avec une vénération quelque peu amoureuse. Jeune officier parachutiste rappelé en Algérie, il avait été, pensait-il, l'un des derniers à croiser là-bas le prince François, quelques heures avant sa mort au Champ d'honneur, et gardait de cette ultime rencontre un souvenir que les années ne parvenaient point à effacer.

Sa disparition, stupidement ignorée des grands médias, creuse un vide irréparable dans l'historiographie française. Et plus encore dans le cœur de ceux qui l'ont aimé.

Anne BERNET

Les secrets de Lénine

par **Yves LENORMAND**

Lorsque la guerre a éclaté en 1914, personne ne se doutait des changements considérables qu'elle entraînerait en Europe. Il faut dire que tout le monde pensait que le conflit serait court et il l'aurait été si le plan Schlieffen avait été correctement appliqué, mais la victoire de la Marine en décida autrement. Désormais, les empires centraux allaient être pris en tenaille entre la France et la Russie. Pour eux, comment s'en sortir ? C'est à cette question que répond Nicolas Tandler avec l'aide de Jean-Pierre Nicolas.

Aux sources de la connivence germano-soviétique.

Une rencontre providentielle

Pour vaincre, les Allemands avaient un impérieux besoin d'éliminer l'une des deux puissances, la France et la Russie, qui les obligeaient à lutter sur deux fronts. Le bon sens voulait qu'il s'attaquent au plus faible. C'était la Russie comme l'avaient montré la guerre avec le Japon et la révolution avortée de 1905.

En janvier 1915, au moment où les Allemands prenaient conscience de l'impasse militaire dans laquelle ils se trouvaient, l'ambassadeur d'Allemagne en Turquie reçut la visite d'un dénommé Parvus qui lui exposa, en s'appuyant sur son expérience de révolutionnaire en 1905, un projet de subversion qu'il était possible de mettre en œuvre assez rapidement, selon lui.

Aussitôt envoyé à Berlin, Parvus rencontra Riezler, jeune diplomate qui travaillait au Grand Quartier général, à côté du Kaiser. Le révolutionnaire russe dressa un plan précis, par écrit, en vue de hâter la révolution.

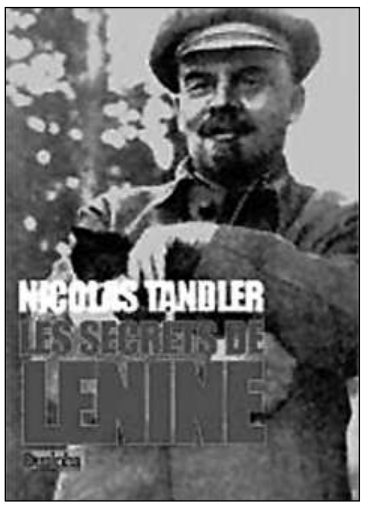
Le financement de la révolution

Ce plan emporta l'adhésion du gouvernement allemand puisque celui-ci fournit à Parvus un passeport lui permettant de se déplacer à sa guise et surtout des millions de marks-or pour financer sa propagande ainsi que celle de ses amis bolcheviks, mencheviks, S.R.... Très habilement, Parvus créa une société d'import-export au Danemark, société ayant pour but de faire du négoce entre les pays scandinaves et la Russie ce qui permettait de faire passer dans ce dernier pays, en même temps que des marchandises, des journaux, des tracts subversifs et des révolutionnaires. De leur côté, les Allemands entreprenaient une propagande défaitiste parmi les prisonniers de guerre. Une fois convertis, c'était un jeu d'enfant de les renvoyer en Russie en leur faisant traverser les lignes du front.

Parmi tous les révolutionnaires que les Allemands finançaient directement ou indirectement, Lénine était celui qui les intéressait le plus car il prônait une paix immédiate. C'est pourquoi lorsqu'une première révolution éclata en février 1917, Lénine et ses amis réfugiés en Suisse, n'eurent aucune difficulté pour traverser l'Allemagne dans le fameux "wagon plombé".

Un agent allemand

Peu après son arrivée en Russie, Lénine fut accusé d'être un agent allemand. Il préféra fuir



en Finlande. Il ne tint qu'à Kerenski de poursuivre l'affaire mais celui-ci qui avait partie liée avec les bolcheviks, préféra l'étouffer. Mal lui en prit car le coup d'État militaire du 7 novembre 1917 permit aux bolcheviks de s'emparer du pouvoir et à Lénine de commencer à payer ses dettes aux Allemands ; il commença à le faire à Brest-Litovsk. Il imposa à ses camarades ce traité, qui faisait perdre à la Russie des territoires immenses et un tiers de sa population.

Cette collaboration avec les Allemands continua en dépit de l'assassinat du comte Mirsbach, ambassadeur d'Allemagne à Moscou, très hostile aux Soviets. Nicolas Tandler, dans un chapitre digne d'un roman policier, dénoue les fils de ce curieux attentat, en nous laissant entrevoir les commanditaires.

Par la suite, les Allemands continuèrent à appuyer Lénine et ses amis envers et contre tout. N'était-ce pas normal puisque la révolution bolchevique était leur œuvre ? Comme l'écrivait Kuchlman, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères : **« Le mouvement bolchevik n'aurait jamais pu atteindre la taille et l'influence qu'il a aujourd'hui sans notre soutien continuel »**, et, le 18 mai, il écrivait au comte Mirbach d'utiliser **« le maximum d'argent étant donné qu'il est du plus haut intérêt pour nous que les bolcheviks se maintiennent »**.

Un chapitre de trop

Mais pourquoi, diantre, avoir introduit un chapitre sur Souvarine alors qu'il eût mieux valu, à notre avis, montrer en conclusion que cette connivence germano-soviétique dura jusqu'au 21 juin 1941 ?

Après la défaite, des accords militaires secrets lièrent les deux pays. Cela permit aux Allemands de tourner les interdictions du traité de Versailles en s'entraînant et en construisant des armes interdites (avions, chars, sous-marins, gaz Zytilon-B...). Le traité de Rapallo (1922), renforcé par le traité de Berlin en 1926, officialisa la collaboration économique entre les deux pays. Cette politique fut poursuivie par Hitler. Ainsi s'explique, en partie, la facilité avec laquelle fut conclu le pacte germano-soviétique, le 23 août 1939 et l'incrédulité de Staline vis à vis de ceux qui le mirent en garde contre un coup de force d'Hitler avant le 21 juin 1941.

Il est vraiment dommage que ce livre si remarquable par ailleurs nous laisse un peu sur notre faim comme il est surprenant que les citations ne soient jamais référencées.

■

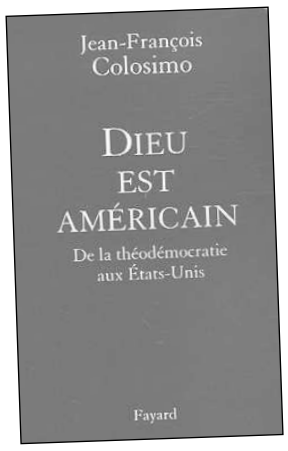
**** Nicolas Tandler :* Les secrets de Lénine. *Éd. Dualpha. B.P. 58. 77522 Coulommiers cedex, 2006. 400 pages, 32 euros.***

JOURNÉE DE LECTURE

Enquête sur la religion des États-Unis

par **Pierre LAFARGE**

Ne pas laisser la nécessaire critique de l'hyperpuissance américaine aux arriérés de l'altermondialisme et aux républicains laïcards : c'est le pari réussi de Jean-François Colosimo, éditeur et professeur de théologie orthodoxe. Il fallait un énergique croyant pour nous faire pénétrer avec lucidité et sans caricature au cœur de la force théologico-politique actuellement à l'œuvre au sein de la démocratie nord-américaine.



« Opposer une Amérique "démocratique" à une Amérique "religieuse" ne sert de rien », écrit Colosimo, car l'Amérique, c'est l'alliance indéfectible des lumières et de la Bible, de la démocratie et du protestantisme.

L'Amérique, selon le mot de Pierre Boutang que l'auteur fait sien, est une **« théodémocratie »**. On sait que Charles Maurras parlait de **« démocratie religieuse »** pour désigner l'esprit républicain en France. Aux États-Unis, ce n'est pas que la démocratie soit érigée en religion, mais bien qu'elle est sublimée par la religion. Il ne faut jamais oublier que les "pères fondateurs" de la démocratie américaine s'étaient exilés pour des raisons religieuses autant que politiques.

Cette étrange religion civile s'accompagne d'une conscience profonde de l'existence d'une mission divine de l'Amérique.

Théodémocratie

Protestants, catholiques, juifs : pas moins de 85 % de la population américaine adhère à la défense d'un horizon judéo-chrétien dont le héraut mondial serait les États-Unis. Quel contraste avec une Europe refusant de reconnaître ses racines chrétiennes ! Pour autant ce front des valeurs a pour principal moteur le protestantisme évangélique, la pression démographique hispanique ne suffisant pas à gommer les faiblesses du catholicisme américain, et participe d'une stratégie internationale à nos yeux désastreuse.

Le grand mérite du livre de Jean-François Colosimo est de nous rappeler que cette stratégie géopolitique américaine ne peut s'analyser par l'expression d'un seul intérêt de puissance. Cet intérêt est en effet étroitement lié à un fondamentalisme messianique qui, atout moral immense en termes de cohésion nationale, pourrait bien faire oublier au peuple américain que la prudence est une vertu grecque et chrétienne.

■

**** Jean-François Colosimo :* Dieu est américain. De la théodémocratie aux États-Unis. *Éd. Fayard, 228 p., 16 euros.***

THÉÂTRE

Mademoiselle Julie

d'August STRINDBERG

Pourpre est la robe et incandescente la passion. Le choix du metteur en scène** Didier Long **me ramène, à son insu, à une autre robe rouge, celle de** Tess d'Ubervilles**, film de** Polanski **des années 80, où l'héroïne, elle aussi toute de rouge vêtue, est traquée jusque dans le cadre mégalithique de Stonehenge pour répondre de ses actes devant la société et être conduite au gibet. Rencontre donc, banale coïncidence ? Que non pas. De la fulgurance du désir, de l'amour mortel, fatal, la robe rouge constitue le signe emblématique. Nous ne sommes plus ce soir sur la lande anglaise, chère à** Thomas Hardy **et Julie n'est pas Tess mais, comme elle, elle va manquer déchoir.

L'été en Suède, nuits blanches et Saint-Jean festive ont troublé les sens de "Mademoiselle" Julie. Telle une pouliche échappée, elle franchit la barrière et provoque son palefrenier. Mais elle a sans doute mésestimé le partenaire qui veut, lui, "grimper aux arbres", voir plus haut, accéder à mieux... Elle ne restera pas maîtresse du jeu. Cris, sanglots, coups et injures : tout est perdu bientôt.

Émilie Dequenne ***qu'on a tant apprécié il y a quelques années dans* Rosetta *des frères*** *Dardenne* ***se révèle un peu légère pour un tel rôle dont elle assume crânement le poids. Le couple*** *Christine Citti* ***et*** *Bruno Wolkowitch* ***se tire plutôt bien d'une mise en scène assez raide. Mais le drame culmine, les dés sont jetés. Le départ apparaît comme ultime recours. Cependant, le sac de voyage et la cage à oiseau en mains, on se déchire encore. La fuite est vaine.***

Sur le visage de Julie ruissellent les larmes, la robe rouge est déchirée... il n'est qu'une seule noble sortie : la tache ne se verra pas.

Monique BEAUMONT

* Théâtre Marigny-Popesco, avenue de Marigny, Paris 8e. Réservations : 01 53 96 70 20.

Au “vert paradis”

par
Anne BERNET

Existe-t-il une littérature spécifiquement enfantine, ou bien le propre d'un bon livre pour la jeunesse est-il d'être appréciable aussi et surtout par les adultes ? Sans doute n'est-ce pas un hasard si, au XXe siècle, les Britanniques se taillèrent, en ce domaine littéraire comme en quelques autres, la meilleure part en publiant d'authentiques chefs-d'œuvre que seuls des esprits superficiels pouvaient juger puérils.

Animaux parlants

Kenneth Grahame était un financier sérieux ; peu de gens lui connaissaient un goût pour l'écriture qui se débonda avec discrétion en quelques livres merveilleux. *Le vent dans les saules*, le plus connu, classique cher à tous les petits anglophones, improvisé soir après soir pour endormir son fils unique, ressemble à une histoire d'animaux parlants, genre qui plaît aux enfants. Cependant, dès les premières lignes, il apparaît évident que Messieurs Blaireau, Taupe, Rat des Champs et Crapaud appartiennent à la gent à quatre pattes comme Renard et Ysengrin chez nous.

Sous leurs fourrures se dissimulent des types humains et sociaux propres à l'Angleterre de la Belle Époque : gentilhomme campagnard misanthrope, riche excentrique désœuvré qui ne sait à quelle nouvelle lubie consacrer son temps et son argent, sportif, ami de plus modeste origine, quatuor idéal tel qu'il s'en formait pour la vie au cours des études au collège.

Quatre compères complémentaires toujours prêts à s'entraider dans les traverses de l'existence, même s'ils ont l'art de provoquer les traverses en question. Il n'est pas certain que les jeunes lecteurs de ce petit bijou, trop ignoré en France, sachent apprécier à leur juste valeur les portraits tendres et malicieux de ces messieurs définitivement immatures, pas plus que la description enchanteresse de la rivière près de laquelle ils vivent. Mais les grandes personnes, pourvu qu'elles aient gardé la capacité d'entrer dans un tel univers, en percevront l'enchantement, l'humour et la grâce intrinsèques.

Faire semblant de grandir...

Grahame avait conservé cet esprit d'enfance, don rarement accordé, ainsi qu'il s'en était douté petit en suivant d'un œil incompréhensif les faits et gestes risibles des “Olympiens”. Ces observations, réinterprétées trente ans après avec ironie, donneraient prétexte à des récits autobiographiques, *L'âge d'or* et *Jours de rêve*, réédités ensemble.

Trois frères et deux sœurs, livrés à l'aimable incompétence d'oncles et tantes occupés d'inanités telles que l'amour ou les obligations de la vie sociale, coulent au fil des saisons une existence qui serait idyllique si les gens prétendument mûrs ne voulaient interférer dans leurs occupations. Là encore, la cocasserie des situations, le charme des ambiances et des descriptions sont irrésistibles, même si la certitude sous-jacente que grandir ne peut réserver de bonnes surprises ajoute ici une note mélancolique étrangement poignante.

...ou ne pas vouloir grandir

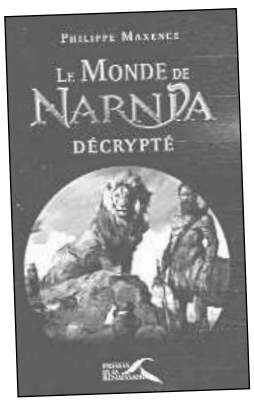
Si Kenneth Grahame et ses personnages font semblant de devenir adultes, James Matthew Barrie et les siens, eux, s'y refusent avec une farouche détermination. C'est d'ailleurs tout le thème de l'œuvre qui les rendit célèbres, *Peter Pan*, *l'enfant qui ne voulait pas grandir*. Connue en France à travers le dessin animé de Disney, non par la pièce de théâtre originale, l'histoire du Pays de Jamais-Jamais et de ses habitants révèle, à la lecture, nombre de surprises. Il s'agit, loin d'un conte rose, d'une satire extrêmement féroce des adultes, mais aussi des enfants, épouvantables caricatures des grandes personnes, chez lesquels les pires côtés de l'humanité, non refoulés, s'exacerbent. L'imagination, le talent de Barrie occultent une histoire très sombre, et pas du tout innocente.

Plusieurs éditions sont sorties à l'occasion du centenaire de l'œuvre : l'une, accompagnée d'un appareil de notes, est intégrale ; l'autre, en poche, allégée à l'intention d'un jeune public qui veut des scènes d'action et dont le vocabulaire s'est appauvri au point d'exiger des explications à chaque ligne, est suivie de jeux éducatifs et de questions.

Le roi d'au-delà des mers...

Dans l'univers de Grahame et de Barrie, la mort paraît liée à l'âge adulte et s'accrocher à l'enfance serait un moyen d'essayer de s'en préserver. Attitude qui résulte de l'absence de pensée et d'espérance chrétiennes chez ces auteurs. Écrivant un demi-siècle plus tard, Clive Staples Lewis choisit une démarche radicalement différente, comme si, de toute façon, il était impossible, après deux guerres mondiales, d'abuser les enfants sur le sujet.

Il est cependant remarquable que *le Monde de Narnia*, cycle de chroniques d'un univers parallèle, soit la seule œuvre pour la jeunesse à se clore par la destruction de cet espace romanesque et la mort de tous ses personnages. Ce qui serait terrifiant si Lewis, anglican de la Haute Église, n'avait eu l'intention de transmettre, sous couvert d'une fiction, une catéchèse, et même des notions de théologie. Quand l'histoire se clôt, avec *La dernière bataille*, par la destruction des royaumes de Narnia, devenus ingouvernables et dans lesquels un culte perverti, une singerie, s'est substitué à celui du roi-lion sauveur et rédempteur, cette fin s'avère, aussitôt, être le véritable commencement.



Projetés, par hasard, comme les jeunes héros du *Lion*, *l'armoire magique et la sorcière blanche*, ou par malveillance, comme les enfants du *Neveu du magicien*, dans une dimension voisine de la nôtre, les personnages de Lewis y sont confrontés à diverses manifestations du Mal, avant de découvrir qu'une Providence, le Roi d'au-delà les mers, représenté par son Fils, Aslan, veille en réalité à conduire les différents protagonistes vers une fin heureuse.

D'une genèse à une apocalypse en passant par toutes les phases intermédiaires, faites de hauts et de bas, Lewis a ainsi dispensé une leçon de christianisme à peine déguisée, souvent splendide, à des millions de lecteurs de langue anglaise, sans fadeur ni mièvrerie.

La sortie sur les écrans du film de Disney, tiré du premier volume chronologiquement paru, a révélé en France ce phénomène littéraire et religieux, et plongé une certaine critique dans les transes. Faut-il ou non faire une lecture chrétienne de ces romans ? À cette question, Philippe Maxence, qui publie *Le monde de Narnia décrypté*, répond définitivement oui. Il s'appuie pour ce faire sur la vie de l'auteur, les influences qui s'exercèrent sur lui, à commencer par celle de son ami Tolkien, catholique militant, et une mise en parallèle systématique des thèmes du récit avec les textes bibliques. Au vrai, le procédé et la volonté de Lewis sont tellement évidents qu'ils en deviendraient presque agaçants, en tout cas pour qui n'a pas lu les livres et pourrait être choqué de ce démarquage de la révélation chrétienne dans le contexte étrange d'un pays peuplé d'animaux parlants, de chimères, de monstres et d'humains. Malaise qui se dissipe à la lecture des romans. Le précieux index qui accompagne l'étude permet de se retrouver parmi les innombrables noms de lieux et de personnages, et de les resituer tous d'un volume à l'autre.

Tolkien et Lewis

Tolkien et Lewis, universitaires et inséparables, faillirent, semble-t-il, se brouiller à la parution de *Narnia*. Non pas, comme la comparaison des films tirés de leurs œuvres respectives pourrait le laisser supposer, parce qu'il existait trop de ressemblances entre leurs livres – il fallait s'y attendre dans la mesure où tous deux mettaient en scène une lutte eschatologique entre le Bien et le Mal dans des mondes imaginaires – mais parce que Tolkien critiquait la démarche littéraire et religieuse de Lewis en elle-même. Tolkien avait poursuivi des buts comparables, mais avait opté, en se relisant, pour l'apparente disparition de toute notation catholique.

Or, paradoxalement, ce choix allait donner un livre tout aussi chrétien, voire beaucoup plus, dans sa subtilité, que celui de Lewis. Ce qu'Irène Fernandez prouve dans une brillante petite étude, *Et si on parlait du Seigneur des Anneaux*. Loin des jeux de rôles, de leurs dérives néo-païennes ou sataniques éventuelles, des interprétations ultra écologistes, la quête de l'Anneau se révèle, comme le savent les lecteurs de Tolkien, une prodigieuse leçon de foi, de force, d'humilité, de charité, de prudence et d'espérance, au sein d'un monde où chaque personnage, fût-il mythique, renvoie à des réalités très humaines.

L'on regrettera toutefois que, dans sa volonté de protéger Tolkien, homme de droite affiché, de récupérations réactionnaires, l'auteur écarte par principe toute lecture politique d'un des romans les plus essentiels de notre époque.

■

**** Kenneth Grahame :* Le vent dans les saules. *Éd. Phébus, 202 p., 16,50 euros (108,23 F).***
**** Kenneth Grahame* : Jours de rêve, *précédé de* l'Âge d'or. *Éd. Phébus. 280 p. 19,50 euros (127,91 F)***
**** James Matthew Barrie :* Peter Pan. *Éd. Terre de Brume, 74 rue de Paris, 35000 Rennes. 180 p., 17 euros (111, 51 F). ou Étonnants Classiques, Garnier-Flammarion. 190 p., prix non communiqué.***
**** Clive Staples Lewis :* Le monde de Narnia. *Éd. Gallimard. 870 p., 22 euros (144, 31 F).***
**** Philippe Maxence :* Le monde de Narnia décrypté. *Presses de la Renaissance. 290 p., 18 euros (118,07 F).***
**** Irène Fernandez :* Et si on parlait du Seigneur des Anneaux. *Presses de la Renaissance. 135 p., 12 euros (78,71 F).***

LUS AUSSI

● **Armelle Leroy et Laurent Chollet : *LES GRANDS SUCCÈS DES BIBLIOTHÈQUES ROSE ET VERTE***

Depuis cent cinquante ans, la librairie Hachette doit une partie de ses chiffres d'affaires à ses auteurs pour la jeunesse. À côté des grands classiques, la comtesse de Ségur, Verne, London, d'autres auteurs, inconnus des adultes, ont fait rêver des générations de petits lecteurs. La prolifique Enid Blyton, ses bandes de cousins toujours lancés dans de folles aventures ou ses collèges britanniques pour jeunes filles malicieuses ; Fantômette la petite justicière inventée par Georges Chaullet ; Alice, la jeune détective américaine, personnage créé dans les années 20 qui, devenu un véritable enjeu commercial, évolua au fil des générations et des mœurs, dans un processus qui n'avait plus rien de littéraire ; Paul-Jacques Bonzon, romancier authentique, observateur attentif de son époque, auteur de véritables chefs-d'œuvre (*La ballerine de Majorque*, *L'éventail de Séville*) et de séries à suspense remarquables ; Philippe Ebly, qui, le premier, me donna le goût de l'histoire…

Ce florilège nostalgique fera remonter bien des souvenirs, et révèlera nombres de détails ignorés. Seule fausse note : le chapitre consacré à Langelot, et au lieutenant X, pseudonyme de Volkoff, prétexte à attaquer les opinions du cher Vladimir Nicolaiévitch. Dommage.
** Hors Collection. 110 p. 19,90 euros (130,54 F)*

● **Jean et Sigrid Renaud : *ROLLON, CHEF VIKING***

Si les débuts du premier duc de Normandie sont obscurs, le personnage de cet expatrié norvégien ou danois qui révéla un prodigieux sens politique et sut, de pillard, se muer en bâtisseur et en protecteur, demeure fascinant. Cette biographie mise à la portée des enfants, joliment illustrée, est une heureuse façon d'initier les plus jeunes à l'histoire.
** Ouest-France. 60 p. 10 euros (65,60 F).*

● **Bruno Robert : *SNORRI, LE FILS DU VIKING***

À treize ans, le prince Snorri est appelé à régner sur son fjord natal. C'est compter sans la jalousie de l'un de ses cousins, prêt, pour s'emparer du pouvoir, à provoquer une guerre civile. Désormais orphelin, Snorri, accompagné de quelques amis, cingle vers les côtes de Neustrie. Il ignore que son destin l'attend là-bas, et passe par la découverte du Dieu des chrétiens.

Un joli roman, bien documenté, qui évite, en initiant aux civilisations scandinaves, la tentation de faire la place trop belle aux divinités nordiques.
** Éd. Téqui. 237 p. 12 euros (78,77 F).*

Pour un mépris fleuri...

par **Jean-Baptiste MORVAN**

Je ne suis pas, Dieu me pardonne ! un maniaque des étripades politiques, des massacres idéologiques; Mais le plaisir relatif et certain qu'on éprouve à voir les crises se dénouer sans cadavres ne dispense pas le spectateur impartial d'éprouver une poignante sensation de gueule-de-bois... Des jobards éternellement admiratifs veulent croire avec obstination à la sincérité tragique des crises répercutées dans les carrefours urbains, dans les nœuds ferroviaires et en tout lieu où il y aurait des vitrines à briser et des voitures à brûler.

Il est temps de rendre à "La Rue" une certaine innocence...

Il semble que le besoin secret d'un renouveau de démangeaison anime les jérémiades lacrymatoires, pseudo-philanthopiques et accompagnées de gloussements maternels. On s'attendrit sur les pauvres jeunes gens, les malheureux enfants victimes d'une éternelle exclusion. Pour ma part, je ne puis éviter la vision quasi obsessionnelle d'un théâtre forain d'Arlequins gesticulants : les choristes et les animateurs, les fidèles porteurs de pancartes et les politiciens discrets qui attendent le résultat des désordres comme on guette les résultats de la loterie. En des heures malgré tout printanières, je compte trouver dans ce pénible tableau d'absurdités quelque heureux divertissement.

*Clemenceau disait un soir « **qu'il dînerait d'une grande colère et d'un petit potage** ». Le problème serait-il aujourd'hui pour nous de nous attabler devant un régal qui ne soit pas "une soupe à la grimace" ? Du moins chercherons-nous la bonne recette qui confère à nos irritations une heure de rêve gratuit. Tout récemment, je me suis trouvé, à un tournant de pensée, arrêté et comme hypnotisé, par cette expression dont maint confrère se régale avec volupté : « **...la Rue** ».*

À la faveur des violences ou des simples encombrements, on évoquait avec une sorte de transe superstitieuse "La Rue". La Rue était en passe de devenir une nouvelle Gorgone, une Erinnye malfaisante. J'ai tout à coup éprouvé le désir de rendre à "La Rue" une certaine innocence, à tout le moins une signification paisible, doublée d'une bizarrerie surréelle.

Retrouver la rue...

Je retrouvai des souvenirs d'enfance, c'était en la ville d'Auxerre, en des quartiers quelque peu somnolents, qui ne connaissaient une fréquentation sensible qu'en des jours de foire-exposition. En temps ordinaire, si l'on m'emmenait faire deux ou trois pas dans le voisinage, je rêvais devant des anciennes villas, et les rues silencieuses, sauf lors du passage des troupes revenant à leur caserne d'infanterie, n'étaient que les asiles du rêve machinal enfantin. Je ne sais pourquoi, peut-être à cause du nom agreste hérité d'un général du temps jadis, la petite rue Faidherbe me suggérait quelques images villageoises, et quelques modestes graminées poussées le long d'un mur venaient à point nommé illustrer le nom du guerrier d'autrefois.

"La Rue..." : pour moi elle évoque spontanément les images enfuies de quartiers déserts et silencieux : il existe une secrète corrélation, capable de durer au long des années, entre les silences de la patrie et les retours discrets des effluves printaniers. C'est là peut-être un des lieux où, au long des années, je vais rechercher, avec une attention passionnée et craintive, l'antidote nécessaire aux chocs et blessures d'âme que nous dispense avec une regrettable fréquence, le tableau quotidien de la France. Le refus des échos blessants et incongrus requiert ce renouveau d'enfance et de silence qu'il me plaît, ce soir, de nommer, "un mépris fleuri"... ■

L'ACTION FRANÇAISE 2000 **TARIF DES ABONNEMENTS**
(paraît les 1er et 3e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an) . . . . . **76 €**	**5.** Abonnement de soutien (un an) . . . . . **150 €**
2. Premier abonnement Étranger (un an) . . . . . **85 €**	**6.** Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) . . . . . **45 €**
3. Abonnement ordinaire (un an) . **125 €**	**7.** Outre-mer (un an) . . . . . **135 €**
4. Abonnement de six mois . . . . . **70 €**	**8.** Étranger (un an) . . . . . **150 €**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom . . . . . Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
. . . . . Tél. . . . . .
Ville . . . . . Code postal . . . . . .

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

La monarchie se corrompt si le prince s'affranchit des lois de la politique naturelle

■ **« Les monarchies se corrompent lorsqu'on ôte peu à peu les prérogatives des corps ou les privilèges des villes. On va au despotisme d'un seul** […] **La monarchie se perd lorsqu'un prince croit qu'il montre plus sa puissance en changeant l'ordre des choses qu'en le suivant ; lorsqu'il ôte les fonctions naturelles des uns pour les donner arbitrairement aux autres ; et lorsqu'il est plus amoureux de ses fantaisies que de ses volontés** ».

MONTESQUIEU
***De l'Esprit des lois*, 1748**

Montesquieu, dont on connaît les penchants pour la monarchie dite parlementaire ou constitutionnelle "à l'anglaise", demeurait très attaché à l'idée de confier entre les mains d'un seul, la destinée de tous. Sa défiance vis-à-vis du gouvernement du nombre, on la retrouve dans sa présentation de la république démocratique : si le peuple est éventuellement apte à choisir ses représentants, il ne l'est guère, en revanche, pour conduire les affaires publiques. Mais le président à mortier du Parlement de Bordeaux récusait aussi le despotisme ou gouvernement arbitraire d'un seul qui s'affranchit, à sa fantaisie, des lois préalablement fixées. Toujours est-il que, quel que soit le régime politique sur lequel il se penchait, il cherchait systématiquement à en saisir l'esprit et son principe moteur. En ce sens, l'empirisme organisateur de Maurras hérité d'Auguste Comte, peut aussi, *mutatis mutandis*, se prévaloir de Montesquieu.

De la nécessité des corps intermédiaires et autres contre-forces

Le gouvernement monarchique ne peut verser dans la tyrannie, les corps intermédiaires, les lois fondamentales coutumières, les lois privées (ou privilèges) constituant autant de contrepoids à la puissance du prince. Montesquieu, conscient de l'honneur de sa charge, c'est-à-dire de la qualité de sa distinction héréditaire (sa baronnie de la Brède en était la manifestation tangible) ou encore de la noblesse de sa fonction, voyait dans les libertés communales, les corporations, les jurandes, les maîtrises et autres ordres, le moyen idéal de tempérance des édits royaux.

À ce stade, pourtant, on ne le rejoindra point sur sa critique de Richelieu, lequel se méfiait à juste titre des Parlements. Combien de lits de justice Louis XV eût-il dû tenir pour briser les résistances et les mauvaises volontés de ces chambres à palabres, qui ont contribué à précipiter, à force de crispations sur leurs acquis vénaux, la monarchie française multiséculaire ?

C'est que Montesquieu aux idées libérales avancées n'en restait pas moins rivé, de manière caricaturale, à ses prérogatives parlementaires pour figurer alors comme un conservateur dans le plus mauvais sens du terme, c'est-à-dire comme le défenseur jaloux et farouche d'intérêts publics abusivement privatisés et détournés depuis des siècles. Or, c'est précisément pour permettre aux corps intermédiaires de continuer à exister sans se laisser déborder par eux, que Richelieu, bénéficiant de l'entière confiance de Louis XIII, est apparu opportunément en majesté comme le dictateur nécessaire aux fins de dicter la raison d'État aux ennemis de l'intérieur (les huguenots) comme à ceux de l'extérieur (les Anglais). Que l'on relise donc *Les Dictateurs* de Bainville pour s'en convaincre.

Montesquieu
1689-1755

De la nécessité de ne jamais renverser l'ordre naturel des choses

La recherche des lois de la politique naturelle est une préoccupation majeure chez le Bordelais. Très vite convaincu que dans l'**« infinie diversité de lois et de mœurs,** [les hommes] **n'étaient pas uniquement conduits par leurs fantaisies »**, Montesquieu persistera dans sa quête des **« causes générales, soit morales, soit physiques »** qui régissent les régimes politiques.

L'extrait choisi montre bien la nécessité de ne pas aller à l'encontre de ce que Maurice Hauriou et Michel Villey, tous deux juristes thomistes, appelaient respectivement **« l'ordre naturel des choses »** ou **« la nature objective des choses »**. Partant, c'est dans la permanence des institutions naturelles ajoutée à leur lente évolution, que l'on peut découvrir les lois constantes des affaires humaines.

Qui d'autre qu'un prince royal héréditairement désigné peut garantir la pérennité de l'héritage ? Dans ce court passage de *L'Esprit des lois*, Montesquieu se livre à une critique implicite et prémonitoire de l'égalitarisme forcené qui caractérisera nos démocraties modernes. **« Ôter les fonctions naturelles des uns pour les donner arbitrairement aux autres »**, n'est-ce pas précisément uniformiser par le bas, au nom d'une improbable dignité humaine ?

Lumière révélée des révolutionnaires sanguinaires des années 1789 et suivantes, Montesquieu, mort en 1755, aurait certainement désavoué les errements des ses contemporains qui prétendaient agir pour le bien des peuples et leur liberté.

Aristide LEUCATE

NOTE DE LECTURE

Gertrud von Le Fort

Ultime rencontre

■ Surtout connue en France pour sa nouvelle *La dernière à l'échafaud*, qui inspira à Georges Bernanos son *Dialogue des Carmélites*, l'écrivain catholique allemand Gertrud von Le Fort (1876-1971) imagine ici une rencontre entre deux favorites de Louis XIV, Mme de Montespan et Mlle de La Vallière.

Nous sommes en 1680, en pleine Affaire des poisons. Mise en cause dans ce scandale, Mme de Montespan, favorite en titre, mère des bâtards du Roi, est disgraciée. Inquiète pour le salut de son âme, elle vient trouver au Carmel celle qu'elle a remplacée dans le cœur de Louis XIV et qui s'est depuis faite religieuse, Louise de La Vallière. S'ensuit un dialogue développant les thèmes chers à Gertrud von Le Fort : rédemption, action fortifiante de la grâce, communion des saints, salut des âmes…

Ultime rencontre était jusqu'alors inédit en français. Soyons donc gré à Henri Peter de nous rendre accessible cet éclairage original sur les tourments du Grand Siècle.

P.L.

**** Éd. de Paris, 60 p., 12 euros. Traduction et préface d'Henri Peter.***

Centre Royaliste d'Action française

CONFÉRENCES ÉTUDIANTES

Les conférences étudiantes ont lieu **chaque vendredi à 19 h 15 aux locaux de l'AF.**

21 avril
Pas de conférence, permanence

28 avril
Actualité de La Tour du Pin
par Pierre LAFARGE

5 mai
La désinformation par l'université
par Christine CHAMPION

AU DÎNER DE LA SECTION DES HAUTS-DE-SEINE PARIS 17e

La crise des banlieues

■ Pour son rendez-vous annuel, la section des Hauts de Seine-Paris 17e avait invité ce vendredi 31 mars notre ami Jean-Philippe Chauvin, professeur d'histoire-géographie, pour l'entendre parler de la crise des banlieues.

Jean-Philippe Chauvin

Après un exposé très complet de la situation et des difficultés rencontrées (logement, éducation, intégration), l'orateur a proposé quelques solutions, ouvrant notamment des voies pour rendre à l'école son rôle d'éducation et d'intégration, évoquant aussi l'aménagement du territoire, l'activité économique et sociale, etc.

Pour cela, a-t-il ajouté, il faut un arbitre à la tête de l'État qui ait pour lui l'indépendance vis-à-vis des diverses groupes de pression et une continuité pour imposer sa politique. Seule la monarchie possède ces deux avantages et serait donc à même de résoudre au mieux la crise des banlieues.

Après un débat fructueux, les convives se séparèrent et se donnèrent rendez-vous aux prochaines manifestations organisés par l'Action française

Philippe & Giovanni CASTELLUCCIO

DIMANCHE 14 MAI 2006

Fête nationale de Jeanne d'Arc

CORTÈGE TRADITIONNEL

Rassemblement à 9 h 30
à l'angle de la rue Royale
et de la rue Saint-Honoré, Paris Ier
(métro Madeleine ou Concorde)

En 2005 le Cortège de Jeanne d'Arc a été une veillée d'armes avant le référendum qui devait consacrer l'abdication nationale.

Les Français patriotes ont gagné en faisant triompher le "non" mais les européistes sont toujours au pouvoir et continuent à brader la souveraineté de la France.

Pour que notre pays conserve la maîtrise de son destin , pour la sauvegarde de nos libertés essentielles, participez au Cortège qui, comme chaque année depuis 1909, va fleurir à Paris la statue de la libératrice de la Patrie.

BORDEAUX

■ **Vendredi 12 mai 2006 à 13 h 30** au Restaurant le Xaintrailles (à côté de la caserne Xaintrailles), 114, boulevard du Maréchal Leclerc, 33000 Bordeaux

Dîner-débat

avec la participation de **Patrick CLARKE de DROMANTIN**, docteur d'État en droit et en histoire
auteur des *Réfugiés jacobites dans la France du XVIIIe siècle* (PUF, Presses Universitaires de Bordeaux, 528 pages)

UNE FIDÉLITÉ ROYALISTE ANGLAISE DANS LA FRANCE D'ANCIEN RÉGIME

** Participation aux frais : **29 euros** par personne (tarif réduit : **18 euros** pour les ecclésiastiques et étudiants*
** Réservation auprès de M. Vincent Gaillère, 228, rue Lecoq, 99000 Bordeaux. Tél : 05 57 83 00 29*

LE MONDE ET LA VILLE

MARIAGE

● Nous sommes heureux d'apprendre le mariage de notre ami **François BEL-KER** avec mademoiselle **Clémence DAESCHLER** qui sera célébré par le P. Jean-Baptiste, prêtre de la Congrégation Saint Jean, le samedi 8 juillet 2006 à 15 h 30 en l'église Saints Côme et Damien d'Ernolsheim-sur-Bruche (Alsace, 67).

François Bel-Ker a été ces dernières années le jeune animateur de la section d'A.F. de Clermont-Ferrand. Nous lui adressons, ainsi qu'à sa fiancée, tous nos vœux de bonheur, avec nos félicitations à leurs parents et grands-parents.

DÉCÈS

Pierre GARCZYNSKI

● Nous avons appris avec beaucoup de peine la mort de notre ami **Pierre GARCZYNSKI** à l'âge de 92 ans le 4 avril 2006 à l'hôpital de Mamoudzou, dans l'île de Mayotte. Ses obsèques ont eu lieu le 7 avril en l'église de Mamoudzou où une messe a été célébrée pour le repos de son âme.

Pierre Garczynski appartenait à une famille d'origine polonaise qui s'était fixée en France à l'époque napoléonienne. Son père, André Garczynski, avait fondé à Laval une importante entreprise d'électrification. Déporté par les Allemands, il mourut dans un camp de concentration. Son fils Pierre fut lui-même emprisonné pour faits de résistance et participa à l'évasion du colonel Berger-André Malraux à Toulouse.

Il arriva en 1958 à Madagascar, puis s'installa à Moroni (Grande Comore) où il fonda la première imprimerie. Il se transporta ensuite à Mayotte où il tint avec sa femme un bar-restaurant. Il lança par la suite un élevage avicole avec production d'œufs, puis un élevage de lémuriens. En 1983 il fondait la SEPANAM Société d'études, de protection et d'aménagement de la nature à Mayotte. Il rêvait d'installer une "Maison de la Mer" avec aquarium géant, centre de recherches, attractions afin de mettre en valeur les richesses du patrimoine naturel de l'île au Lagon. Malgré les encouragements reçus à plusieurs reprises de la part des autorités locales et même de Jacques Chirac, son projet n'aboutit pas faute des crédits nécessaires et en raison du reniement des promesses qui lui avaient été faites... Opiniâtre, il continuait à lutter pour son projet lorsque la mort l'a saisi.

Depuis 1970, il participait activement à la défense des intérêts de Mayotte et avait été un combattant acharné du maintien de l'île dans la communauté française. Il montrait une vigilance particulière à l'égard des politiciens qui compromettaient l'avenir de l'île dans la France par leurs déclarations ou leurs manœuvres. Correspondant fidèle de notre journal depuis trente-et-un ans il a souvent inspiré les articles que nous avons publiés dans nos colonnes. Ajoutons qu'il ne cachait pas ses convictions monarchistes.

Chaleureux, énergique, ayant le goût de l'action, Pierre Garczynski vivait dans un modeste banga en pleine brousse mais il était resté l'une des figures les plus populaires de Mayotte à laquelle il était profondément attaché.

Nous prions ses enfants André Garczynski et son épouse, Nathalie Garczynski et son époux, et ses petits-enfants, ainsi que les familles Giraud et Bamana d'agréer l'expression de notre profonde sympathie. **P.P.**

● Notre fidèle ami **René AMPE-MÉLIS** est décédé le 21 février 2006 à l'âge de 93 ans. Abonné au journal, il participait régulièrement et généreusement à notre souscription pour *L'Action Française 2000.*

Nous prions son épouse, Mme Ampe-Mélis, et toute sa famille d'agréer l'expression de nos profondes condoléances avec nos prières pour le repos de son âme.

● Nous apprenons avec peine le décès de **René QUATREBŒUFS** survenu à Argenteuil le 7 avril 2006. Il était dans sa 95e année.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 avril en l'église Saint-Jean-Marie Vianney d'Argenteuil.

Nous prions son fils M. Jacques Quatrebœufs et son épouse, son petit-fils notre ami Franz Quatrebœufs notaire à Douai, et son épouse, ainsi que ses arrière-petits-enfants d'agréer l'expression de notre vive sympathie.

DISTINCTION

● Notre ami **Élie HATEM**, avocat à la Cour d'appel de Paris, professeur à la Faculté libre de Droit et d'économie de Paris, et membre du comité directeur de l'Action française, a été nommé chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques par décret du Premier ministre.

Nous le prions d'agréer nos bien vives et amicales félicitations.

INFORMATIONS

● Le prochain dîner-débat de **RADIO-SILENCE** aura lieu le **jeudi 11 mai 2006** à 19 h 30 précises au restaurant "Le Grenadier" gare d'Austerlitz, Paris XIIIe. L'invité d'honneur sera **Richard HADDAD**, docteur en histoire et éditeur, qui parlera sur le thème *Liban : échec du communautarisme.*

Inscriptions à l a Voix du Silence, 5 rue Dufrénoy, 75116 Paris. Prix 25 euros. Étudiants et chômeurs 20 euros.

● **Louis POZZO di BORGO** signera ses ouvrages au Salon littéraire de l'Association jurassienne des auteurs (A.J.A.) qui se tiendra les **29 et 30 avril 2006** à Vilette-lès-Dole.

● **Aymeric CHAUPRADE**, professeur en sciences politiques, écrivain, donnera une conférence sur le thème *Le XXIe siècle sera-t-il chinois ?* le **mardi 2 mai 2006** à 20 h 30 au Marché couvert Saint-Joseph, 25 rue Raymond Derain, à Marcq-en-Bareuil (59)

Participation : 6 euros (étudiants 3 euros).

C.R.A.F.
ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
TÉL : 01-40-13-14-10 – FAX : 01-40-13-14-11
Dans la ligne du mouvement fondé par Pierre JUHEL

DIRECTOIRE
Président : Pierre PUJO
Vice-Président : Stéphane BLANCHONNET

CHARGÉS DE MISSION
Formation : Pierre LAFARGE
Secrétaire général des étudiants : Thibaud PIERRE
Administration : Mlle de BENQUE d'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
membres actifs (32 €),
étudiants, lycéens, chômeurs (16 €),
bienfaiteurs (150 €)

Henri Vaugeois (1864-1916), fondateur de l'Action française

par **Pierre PUJO**

Contrairement à ce que certains pourraient croire, l'Action française n'a pas été fondée par des descendants de hobereaux de l'Ouest enracinés dans leur fidélité royaliste. Elle fut lancée à la fin du XIXe siècle par des intellectuels de gauche désireux de réagir contre la campagne antimilitariste et antipatriotique dont la condamnation du capitaine Alfred Dreyfus pour trahison était le prétexte. Le chef de file de ces intellectuels patriotes fut Henri Vaugeois qui décédait d'une embolie à l'âge de 52 ans, il y a 90 ans le 11 avril 1916.

Son père, Albert Vaugeois, avait été professeur de droit à Caen et un républicain convaincu. Un grand oncle avait siégé à la Convention et voté la mort du roi en 1793...

La rupture

Henri Vaugeois était, lui, professeur de philosophie au collège de Coulommiers. Politiquement il était radical, religieusement anticlérical. Il entretenait à Paris des relations avec des universitaires réunis au sein de l'Union pour l'Action morale. À la fin de 1897, le juif Bernard Lazare entreprit de rallier à la cause de Dreyfus le comité directeur de l'Union sous le prétexte fallacieux de lutter pour la "justice" et la "vérité". En avril 1898 Vaugeois proposa l'insertion dans le bulletin de l'Union d'une note défendant l'Armée et la patrie ; il ne fut pas suivi par le comité dont un seul des dix autres membres démissionna avec lui, Maurice Pujo. Vaugeois déclara au président Paul Desjardins que comme « **éducateur public** » il n'acceptait pas de contribuer à la démoralisation du pays sous prétexte d'« **action morale** ». « **Je ne veux plus faire désormais,** ajouta-t-il, **que de l'action française** ».

Henri Vaugeois et Maurice Pujo cherchèrent alors à réunir les intellectuels patriotes face aux intellectuels dreyfusards dans un Comité d'Action française auquel adhérèrent Godefroy Cavaignac, député, ancien ministre de la Guerre, et des maîtres éminents de la Sorbonne, Marcel Dubois, Émile Gebhardt, Émile Faguet, Jules Lemaître, ainsi que deux autres professeurs, Louis Dausset et Gabriel Syveton.

Après les élections législatives de mai 1898, ce comité tomba en sommeil. Le suicide du colonel Henry, au mois d'août, relança les polémiques sur l'affaire Dreyfus. Les intellectuels patriotes décidèrent de créer la Ligue de la Patrie française sous la présidence du poète François Coppée le 1er janvier 1899. Auparavant, Maurice Pujo avait, d'accord avec Vaugeois, publié le 19 décembre 1898 dans le quotidien *L'Éclair* un manifeste intitulé *L'Action française*, mais ce texte avait paru trop engagé, bien que se réclamant de la République, pour recueillir l'accord de tous, et le terme "Patrie française" avait été préféré.

La création de cette Ligue – qui devait révéler rapidement son impuissance – ne satisfaisait pas Vaugeois qui pensait comme Maurice Barrès à la même époque qu'« **il n'y a aucune possibilité de restauration de la chose publique sans une doctrine** ».

Un laboratoire d'idées

Aux yeux d'Henri Vaugeois, le nationalisme – ce patriotisme du temps de paix appliqué à préserver des dangers la nation française – ne suffisait pas. Le nationalisme devait être guidé par une doctrine. C'est la raison pour laquelle Vaugeois, qui, en janvier 1899, avait, en compagnie de Maurice Pujo, rencontré Maurras, souhaita reconstituer un comité d'Action française. Comme ses deux compagnons, il demeurait à la Ligue de la Patrie française mais voulait aller plus loin dans la réflexion politique et, à partir de cette réflexion mener une action utile au pays. Dès la fondation de l'Action française, la pensée et l'action ont été ainsi inséparables.

Notons que Vaugeois exclut l'action électorale – dans laquelle se perdra la Ligue de la Patrie française – car elle entraîne des concessions à la démagogie et des compromis qui empêchent de remédier aux maux de la France. Vaugeois est conscient dès cette époque que le salut du pays ne peut être assuré que par la vérité politique, même s'il est encore à la recherche de celle-ci. Selon l'expression de Paul Bourget, l'Action française sera donc un « **laboratoire d'idées** ».

Henri Vaugeois

"Réaction d'abord"

Le 20 juin 1899, l'Action française tient sa première réunion dans la salle des Horticulteurs, rue d'Athènes. C'est Henri Vaugeois qui présente le nouveau groupement. Il fait le procès de la République telle qu'elle fonctionne et stigmatise notamment son incapacité à défendre une institution sacrée comme l'Armée. Il appelle de ses vœux un « **pouvoir vivant et personnel** » mais il reste républicain et termine ainsi son discours : « **Nous travaillerons à rendre à notre République figure et vie françaises** ». À l'époque, tous les fondateurs de l'Action française demeurent républicains à l'exception de Charles Maurras qui, peu après, les amènera à la Monarchie.

Le discours d'Henri Vaugeois constitue la matière du premier numéro de la revue *L'Action Française* qui paraît le 15 juillet 1899. Dans le numéro 2, publié le 1er août (la revue est bimensuelle, comme *L'Action Française 2000* aujourd'hui), Henri Vaugeois fait un pas de plus en titrant son article *Réaction d'abord.* Il pose la question : « **...ne sommes-nous point amenés, ayant combattu et voulant combattre encore un mal social dont le dreyfusisme n'est qu'un symptôme, à renoncer purement et simplement à la République elle-même ? L'Action française n'est-elle point avant tout un retour en arrière, une réaction ?** »

La réunion du 20 juin avait été présidée par M. de Mahy, député de la Réunion et ancien ministre de la Marine, qui, le lendemain, écrit à Vaugeois pour lui faire part de son inquiétude devant ses propos sur le "pouvoir personnel". Après l'article du 1er août, c'en est trop pour ce libéral obstiné qui adresse une nouvelle lettre à Vaugeois : « **J'avais adhéré à l'Action française... Je n'adhère pas à la réaction** ». Ainsi l'Action française perdit-elle son premier président !

La pensée d'Henri Vaugeois continue d'évoluer. Le 1er septembre 1899, il écrit que « **la République trahit la France parce que le parti républicain méprise l'esprit français et le hait** ». Il croit de moins en moins à la possibilité d'instaurer une République "nationale" et se rapproche de la Monarchie. Lorsqu'en octobre 1900 il répond à *L'Enquête* conduite par Maurras dans la *Gazette de France*, il se rallie à la Monarchie, le Roi représentant la formule de "pouvoir personnel" qui présente le moins de risques pour la nation. Il ne fait de réserve que sur la possibilité d'une restauration.

Tout cet itinéraire du fondateur de l'Action française est retracé dans l'ouvrage dont il avait rassemblé les éléments avant sa mort et qui parut en 1928 : *La fin de l'erreur française.* On le voit se dégager peu à peu du moralisme abstrait dans lequel il avait baigné pour retrouver à partir de 1898 les réalités nationales. On peut mesurer l'honnêteté et le courage de sa démarche quand on voit de nos jours certains hommes de gauche animés de sentiments patriotiques demeurer malgré tout enlisés dans leur idéologie et dans leur parti, au lieu de tirer toutes les conséquences du fait national dont ils reconnaissent l'importance capitale. Henri Vaugeois, lui, est allé jusqu'au bout en se laissant conduire par la vérité politique.

Conversion religieuse

Rallié à la Monarchie, Vaugeois en fut le propagandiste infatigable jusqu'à sa mort, par la plume et dans l'action. Il fut le premier président de la Ligue d'Action française fondée en 1905 et le directeur du quotidien fondé le 21 mars 1908.

Au lendemain de sa mort, Charles Maurras saluait ainsi sa mémoire : « **Ce que vous voyez de tout ce mouvement d'idées florissant de part et d'autre dans l'Action française, ce redressement des esprits, cette réforme des doctrines, la renaissance d'un patriotisme ardemment et méthodiquement raisonné, il faut y saluer d'abord, avant tout, l'œuvre de Vaugeois.**

Il a eu des collaborateurs, des compagnons d'armes. L'initiateur, ce fut lui. »

Après sa conversion politique vint plus tard sa conversion religieuse. La découverte de la vérité politique allait le conduire à trouver la vérité catholique. La lecture de l'encyclique sur le modernisme du pape Pie X eut sur lui un effet décisif. Le 25 décembre 1914, après avoir rencontré un prêtre, il communiait à la messe de minuit. L'archevêque de Tours s'était intéressé à sa conversion (comme trente-huit ans plus tard, en 1952, un autre archevêque de Tours préparera celle de Charles Maurras ; un diocèse privilégié !)

Le parcours politique et religieux d'Henri Vaugeois demeure exemplaire pour notre temps.

■

* ***Henri Vaugeois :*** **La fin de l'erreur française.** ***Librairie d'Action française, 1928.***

UN APÔTRE POLITIQUE EN FUSION

■ ***« Qui n'a pas connu Henri Vaugeois n'a pas connu l'apôtre politique en fusion. De taille moyenne, brun, moustachu et barbu, avec des yeux sombrement dorés, comme ceux de certaines abeilles, des mains fines, une gesticulation ardente, une voix sonore, coupée de grands éclats de rire, il n'avait qu'un objet : le retour du Roi, que deux passions : le duc d'Orléans et Maurras. Extrêmement cultivé, agrégé des lettres, dévoré de littérature et d'art, psychologue aigu et même subtil, à cause de son origine normande (il était né à Laigle, Orne), Vaugeois promenait avec lui, sous ses mèches noires et son regard enflammé, un orateur sans pareil, un animateur d'œuvres de combat et un conspirateur audacieux et rusé. Quand les trois types marchaient à la fois, comme les grandes eaux de Marly, c'était magnifique. »***

Léon DAUDET,
Vers le Roi

La Guadeloupe à Paris

■ ***Le 11 avril l'Association des Écrivains catholiques organisait à Paris une conférence d'Édouard Boulogne sur la Guadeloupe à l'occasion du 60e anniversaire de sa départementalisation. L'orateur, professeur de philosophie à Pointe-à-Pitre, appartient à l'une des plus vieilles familles créoles de l'île. Ses ancêtres y sont arrivés en 1657 ! Il a lui-même dirigé une revue mensuelle*** **Guadeloupe 2000** ***qui s'est battue durant trente-deux ans pour la défense des valeurs chrétiennes et nationales contre les marxistes. Pour des raisons financières, elle a dû cesser de paraître en 2002.***

Édouard Boulogne, à travers le survol de l'histoire de la Guadeloupe, s'est attaché à faire comprendre la mentalité de ses habitants. Il a souligné les influences néfastes qui s'exercent depuis la métropole où se forment des agitateurs racistes et haineux. Sur place la population adopte des attitudes beaucoup plus nuancées.

En 1946, c'est la gauche, par particulier les communistes, qui a réclamé avec insistance la départementalisation de la Guadeloupe. Ils voulaient que les Guadeloupéens soient traités comme les Français de métropole. Dans les années 80 une fièvre indépendantiste se manifesta concomitamment avec l'arrivée de Mitterrand et de la gauche au pouvoir. Elle est bien retombée maintenant.

Lorsqu'en 2003 les électeurs ont été consultés par référendum sur un nouveau statut qui leur paraissait distendre les liens avec la métropole, la réponse a été négative à 75 %, et cela malgré la prise de position en faveur du "oui" de la majeure partie de la classe politique locale. C'est le même phénomène que celui qui s'est manifesté deux ans plus tard avec la victoire du "non" au référendum du 29 mai concernant l'ensemble de la France. Dans les deux cas l'instinct patriotique a été le plus fort.

Après sa conférence, Édouard Boulogne a signé son essai paru récemment : **Libres propos, abécédaire politique (Éd. Guadeloupe 2000).** ***P.P.***

Édité par PRIEP S.A. au capital de 192.085 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0407K86761 – Directeur de la publication : Pierre Pujo